

La révolution portugaise oubliée de 1974-1975 et le journal *Combate* (4^e partie)

Du 16 janvier 1975 au 25 avril 1975

Cette quatrième partie propose la traduction de 8 éditoriaux supplémentaires du journal *Combate* après les 14 premiers déjà traduits sur ce site¹. Chaque éditorial de *Combate* est précédé d'une partie «CHRONOLOGIE» reprise de l'excellent *Portugal, l'autre combat : classes et conflits dans la société*, de F. Avila, C. Ferreira, B. Lory, C. Orsoni et Charles Reeve (Éditions Spartacus en juin 1975, disponible en ligne). Cette chronologie ainsi que le glossaire permettront aux lecteurs de mettre en relation les analyses de *Combate* avec les principaux événements qui les sous-tendent.

Cette traduction vient compléter plusieurs textes précédemment publiés :

– le tome 1 de *Portugal 1974-1975. La révolution oubliée*, paru aux Éditions Ni patrie ni frontières en 2018. Cet ouvrage comprenait notamment la traduction du livre de Danúbia Mendes Abadia : *Combate et les luttes sociales pour l'autonomie (1974-1978)*

(<https://npnf.eu/spip.php?article530>) ;

– deux préfaces (re)publiées par les éditions Vosstanie (<https://vosstanie-editions.blogspot.com/>) et traduites sur ce site : <https://npnf.eu/spip.php?article1004> ;

– «De l'illégalité à la légalité» de João Bernardo (publié en français dans *Combat communiste* n° 5, mai 1975) et accompagné d'un tableau «généalogique» détaillé des groupes de gauche et d'extrême gauche portugais de l'époque (<https://npnf.eu/spip.php?article1004>) ;

– «Portugal 1974/175. Autonomie des travailleurs, État et marché mondial» (1981) de João Bernardo, <https://npnf.eu/spip.php?article982> ;

– le bilan collectif écrit en 2006 par cinq collaborateurs de *Combate* : <https://npnf.eu/spip.php?article535>.

Y.C., *Ni patrie ni frontières*, mai 2023

¹ <https://npnf.eu/spip.php?article1009> et <https://npnf.eu/spip.php?article1010> .

CHRONOLOGIE

[16 janvier. – Près de quatre cents travailleurs de Plessey Automática Eléctrica Portuguesa (entreprise britannique) manifestent devant le ministère du Travail, à la suite de la menace de licenciements collectifs².

17 janvier. – Le gouvernement fixe le montant du salaire MAXIMUM national, équivalent au traitement d'un ministre: 26 700 escudos.

[20 janvier. – À l'issue de l'occupation des bureaux de leur association professionnelle qui se poursuit depuis le 11 janvier, les travailleurs du textile de Porto obtiennent une prime du 13^e mois.

Les ouvrières d'Alpis, à Porto, occupent l'usine pour lutter contre sa fermeture.

L'assemblée générale des travailleurs de la TAP (compagnie aérienne) menace d'occuper l'entreprise au cas où la direction maintiendrait son idée de vendre deux avions.

22 janvier. – Les travailleurs de l'entreprise Duarte Fereira occupent l'usine de Vieira de Leiria, et suggèrent de commencer à vendre directement la production.

A Coimbra, près d'un millier de travailleurs de l'Entrepósito Comercial de Automoveis, réunis en assemblée générale, décident d'empêcher le paiement des augmentations et des primes accordées par la direction aux cadres supérieurs.

28 janvier. – Les travailleurs de Guérin occupent les usines. Ils exigent que la direction soit écartée et que l'État intervienne pour empêcher les manœuvres de sabotage économique.

29 janvier. – Les travailleurs de l'École d'hôtellerie et de tourisme de Lisbonne décident d'occuper les bâtiments afin d'accélérer le transfert de pouvoirs à la commission de gestion.

30 janvier. – Des immeubles municipaux destinés à des logements sociaux et se trouvant encore en cours de finition sont occupés à Almada.]

30 janvier. – Soutenus par plusieurs secteurs ouvriers de la ville, les éboueurs de Lisbonne manifestent pour protester contre leurs conditions de travail et leurs salaires.

31 janvier. – Le MFA* interdit toutes les manifestations (y compris celles organisées par le PC et le PS) pour la période où se dérouleront les manœuvres de l'OTAN à Lisbonne.

[31 janvier. – Les cinquante travailleurs de Friportus, Frigoríficos de Portugal, à Agueda, font grève pour la quatrième fois depuis le 25 avril 1974. Principal motif : le non-paiement de la prime du 13^e mois.

Les 28 travailleurs de l'atelier de haute couture Brutus font grève pendant une journée. Ils réclament la réadmission d'un collègue licencié en février, une étude sur la situation économique de l'entreprise, la réouverture immédiate des boutiques et la responsabilisation de la direction.]

² Avant chaque éditorial, nous reproduisons la chronologie présentée par le collectif qui publia *Portugal, l'autre combat* (1976) ; quant aux passages entre crochets, ils proviennent du livre de Raquel Varela [2014, 2018], ou en sont largement inspirés. Nous avons privilégié les informations concernant les usines, les grèves et les occupations, puisque telles étaient les préoccupations de *Combate*, mais il est évident que la révolution a touché tous les secteurs d'activité et toutes les couches de la société (NdT).

Éditorial du 31 janvier 1975

(*Combate* n° 16)

Une sorte de terrorisme politique voudrait maintenant que nous nous prononcions tous sur la question de l'unicité syndicale, et en faisons un problème fondamental, une véritable question de vie ou de mort, pour l'avenir des travailleurs portugais. La polémique déclenchée au niveau gouvernemental sur les syndicats est donc, entre autres choses, une manœuvre de dissimulation ; elle vise à nous pousser à formuler les problèmes et les relations entre les classes en des termes qui relèvent de la raison d'un État classiste et d'une société hiérarchique.

Combate dénonce cette pseudo polémique terroriste. Mais cela ne nous empêche pas – bien au contraire – d'analyser brièvement les intérêts en présence qui s'affrontent si bruyamment aux dépens des travailleurs, en tentant de les mobiliser comme leurs troupes de choc.

Toutefois, nous ne pouvons analyser la question syndicale qu'en nous écartant des termes de l'alternative dominante qui se résume à un choix entre unicité bureaucratique ou pluralisme libéral. Soyons clairs : l'émancipation des travailleurs n'a rien à voir avec l'une ou l'autre de ces propositions. Il nous faut nous situer par rapport aux syndicats, mais aussi comprendre les raisons pour lesquelles l'élite du pouvoir est divisée sur cette question.

Comme l'écrivait *Combate* dans son dernier éditorial, le syndicalisme de la CGT (centrale syndicale portugaise, fondée en 1919) fut, jusqu'à son effondrement final [dans les années 1926-1993] sous le régime fasciste [qui perdurera jusqu'en 1974], l'expression fondamentale du mouvement révolutionnaire des travailleurs portugais. D'autre part, les syndicats actuels sont des institutions qui encadrent la force de travail et canalisent la lutte des exploités en favorisant des cadres comme les conventions collectives ; ils perpétuent ainsi le salariat en légitimant la subordination des producteurs à un mode de production qui consolide le pouvoir de leurs exploités – capitalistes privés et État bourgeois, ou super-État bureaucratique.

Sans pouvoir nous attarder sur cette évolution des syndicats, nous exposerons schématiquement quelques conclusions : le syndicalisme révolutionnaire de la CGT*, plus que n'importe quelle autre institution ou appareil organisationnel, reposait sur l'action directe des travailleurs, donc la gestion collective de la lutte et la définition de ses objectifs de manière autonome par les travailleurs eux-mêmes. Cette action était organisée en fonction d'une perspective : la dissolution de la séparation entre le pouvoir étatique et le système du salariat dans une formation sociale communiste. Les syndicats actuels défendent une position totalement opposée : le fonctionnement de ces appareils et de ces institutions légales implique précisément l'abandon de l'action directe des travailleurs et l'acceptation implicite des rapports de production capitalistes ; ils imposent des formes rigides de contrôle sur l'expression des intérêts des travailleurs afin que cette expression, dans le cadre des syndicats, renforce la soumission de l'activité productive à la reproduction d'une formation sociale classiste. Ainsi, les travailleurs sont incités à déléguer aux syndicats (éléments de l'appareil d'État au sens large, ou du moins institutions paraétatiques), le soin de résoudre leurs problèmes, au lieu de les prendre directement en main et de manière autonome, et en poussant leur formulation jusqu'à ses conséquences ultimes.

Cela dit, nous pouvons maintenant affirmer que les syndicats n'émanciperont pas les travailleurs et ne contribueront pas au renversement de l'oppression capitaliste et bureaucratique. Mais il nous faut ajouter une explication sur la querelle, spectaculairement claironnée aux quatre vents du

Portugal, à propos de l'unicité des syndicats. Cette polémique met en scène une guerre entre patrons : la discussion ne porte pas sur la meilleure façon d'émanciper les travailleurs, mais sur le meilleur moyen de les encadrer. On pourrait voir dans cette controverse la concurrence naissante entre les agents de la bureaucratie d'un État-patron, qui tentent d'instaurer une dictature totalitaire sur le prolétariat industriel et les employés des services, d'un côté ; et, de l'autre, les partisans d'un régime de domination mixte de l'appareil d'État central et de la technocratie entrepreneuriale, qui souhaitent perpétuer la subsistance d'un échantillon plus ou moins important de capitalistes privés. Dans l'immédiat, cependant, ce ne sont même pas ces «grandes options» d'exploitation du travail qui sont en cause. Dans l'immédiat, cependant, on ne débat même pas de ces «grandes options» concernant l'exploitation du travail, mais plus simplement de l'existence d'une Intersyndicale* unique, d'un régime de syndicalisation forcée, dans lequel cette Intersyndicale serait contrôlée par ceux qui la contrôlent déjà, ou bien par plusieurs partis ou groupes d'intérêt qui se répartiraient le pouvoir.

En conclusion : la controverse à propos de la loi sur les syndicats tente de nous manipuler doublement. Tout d'abord, on essaie de nous faire croire que l'avenir (ou, au moins, une partie importante de l'avenir) de la lutte des travailleurs pour leur émancipation se jouerait dans le choix entre l'unicité syndicale imposée par la loi et la liberté légale d'association syndicale. Ensuite, on «offre» aux travailleurs les chaînes légales que constituent les syndicats – qu'il y en ait un seul ou plusieurs – comme seuls instruments de «lutte», alors que, comme nous l'avons vu, ce sont précisément des institutions paraétatiques, conçues non seulement pour limiter la portée de la lutte entre les classes, mais, plus encore, afin que cette lutte, sous la forme de la canalisation de l'énergie ouvrière, contribue à dynamiser encore davantage le capitalisme. (Il convient de noter qu'aucune organisation politique n'a remis en question les syndicats eux-mêmes, attitude assez éclairante.)

Cela signifie-t-il que les travailleurs ne devraient pas, par principe, lutter au sein des syndicats actuels ? Non. Simplement, sur les lieux de travail, dans les lieux d'habitation et partout ailleurs, l'action révolutionnaire dans la sphère syndicale aura pour objectif de faire exploser le système institutionnel par l'action directe : le pouvoir ne peut être exercé «en faveur» des travailleurs que s'ils l'exercent eux-mêmes, en détruisant le système institutionnel comme une instance séparée de leur activité quotidienne.

A travers les brèches dans l'organisation de la Famille, la Propriété de classe et de l'État, les germes de la révolution communiste éclosent déjà à travers les actes de ceux qui luttent directement, sans aliéner leur propre initiative à des représentants de partis, de syndicats ou d'autres organisations.

CHRONOLOGIE

[Février 1975. – Face à la tentative de faillite frauduleuse, les travailleurs de la société Eduardo Pereira Pinto & Filhos, à Porto, occupent les locaux et créent une coopérative afin de maintenir leurs emplois.

Les salariés de Gelmar, à Olhão, décident, en assemblée générale, d'occuper l'entreprise et d'écarter la direction, accusée d'abus de pouvoir.]

7 février. – Malgré l'interdiction de toute manifestation, en cette période, et à la suite d'un appel de la Réunion Inter-entreprises, une manifestation rassemble près de cent mille ouvriers de la région de Lisbonne, avec comme mots d'ordre: «Non au chômage, droit au travail», «Oui à la grève, non au lock-out», «Non aux heures supplémentaires, oui à la réduction de travail», «Mort au capitalisme,

l'impérialisme dehors», «OTAN dehors, indépendance nationale.» Les soldats envoyés pour protéger les locaux manifestent leur soutien aux ouvriers en reprenant avec eux leurs mots d'ordre.

12 février. – Les travailleurs de la Companhia Central de Cervejas (bières) demandent la nationalisation de leur entreprise pour préserver leur emploi.

Les ouvriers de Jogurtes Bom Dia Ltd (yaourts) occupent l'usine et entreprennent la production autogérée. Leur approvisionnement en matières premières ayant été suspendu, ils s'entendent avec les ouvriers des entreprises concernées pour qu'il soit assuré.

13 février. – Grève des transports publics de Coimbra: les véhicules circulent gratuitement.

Les travailleurs d'une entreprise de confection (Eicorte) occupent l'usine et la maintiennent en fonction, pour protester contre la faillite frauduleuse de la société.

Éditorial du 14 février 1975 (*Combate* n° 17)

Aujourd'hui, on parle beaucoup de la réforme agraire.

Il suffit de consulter les journaux, la télévision et la radio ; d'écouter les déclarations du secrétaire d'État à l'Agriculture, des autres membres du gouvernement, du Syndicat des travailleurs agricoles ; de lire les positions des différents partis ; ou d'aller aux manifestations des travailleurs agricoles dans l'Alentejo...

Mais pourquoi aujourd'hui, si les travailleurs agricoles (principalement dans l'Alentejo) n'ont jamais attendu la moindre réforme (notamment celle annoncée depuis longtemps dans le cadre du Plan économique et social), pour avancer dans la résolution de leurs problèmes : d'abord pour conquérir de meilleurs salaires et obtenir la semaine de 45 heures ; maintenant, pour lutter contre le chômage, en occupant des terres non cultivées appartenant aux grands propriétaires, en défendant ces terres et en les distribuant à ceux qui peuvent les travailler.

Le gouvernement a choisi le bon moment pour lancer les bases de sa réforme agraire. Maintenant que les travailleurs agricoles se battent et s'organisent pour défendre leurs intérêts, il veut agir, c'est-à-dire les empêcher de mener trop loin leur lutte, de consolider trop leurs propres organisations ; il veut également tirer parti du dynamisme et des connaissances que les travailleurs ont dans leur domaine de travail, pour procéder à certaines réformes.

Quelles sont les intentions du gouvernement ?

Il veut canaliser l'énergie révolutionnaire des travailleurs vers des réformes qui conviennent à l'économie portugaise actuelle. Il souhaite que la lutte des travailleurs agricoles contre les propriétaires terriens se limite à quelques exploiters particulièrement rétrogrades qui ne sont pas disposés à prendre en compte les intérêts actuels de la bourgeoisie d'État portugaise et qui perdront alors les privilèges accordés par le fascisme. Et, surtout, le gouvernement veut encadrer les luttes par des structures comme les syndicats réformistes, qui se substitueront à la libre initiative des travailleurs et seront les meilleurs défenseurs des intérêts des nouveaux capitalistes, mais aussi des interlocuteurs plus faciles.

Le gouvernement veut agir et profiter de la situation actuelle, ne pas laisser la lutte des travailleurs agricoles dépasser les limites nécessaires ; et, dans le même temps, commencer à faire avancer le développement rural capitaliste, si nécessaire à la croissance du capitalisme d'État portugais.

Le développement de l'économie portugaise ne peut se limiter à l'industrie. Les campagnes représentent également un secteur très important. La dynamisation capitaliste de l'agriculture réduira les importations et augmentera les exportations ; elle revitalisera certaines industries (métallurgiques, mécaniques, chimiques et énergétiques) ; elle augmentera la consommation interne et diminuera le chômage. (Cette année, le chômage est plus élevé qu'au cours des années précédentes – 10 000 femmes et 4 000 hommes – en raison de la crise que traverse le secteur du bâtiment, qui a absorbé un grand nombre de travailleurs agricoles, et aussi en raison de la diminution de l'émigration, liée à la fermeture des frontières de la France et de l'Allemagne).

A Beja, Esteves Belo, secrétaire d'État à l'Agriculture, a clairement exposé tous ces facteurs au cours de la manifestation des travailleurs de cette région contre le chômage : *«(…) compte tenu de l'ampleur du chômage dans les zones rurales de l'Alentejo, je me sens obligé d'annoncer immédiatement certaines mesures que je considère importantes pour obtenir une augmentation de la production agricole nationale et fournir des emplois aux travailleurs agricoles. Le pays doit importer une grande quantité de produits agricoles et d'élevage pour répondre aux besoins de la consommation nationale. Nos importations de l'étranger atteignent des milliards d'escudos... Toutes les terres devront être correctement exploitées pour créer de la richesse.»*

Oui, tel est le véritable sens de la réforme agraire proposée par le gouvernement : il veut augmenter la productivité de la terre (grâce à des machines plus performantes, à une meilleure division des terres et donc une exploitation plus efficace, en développant des infrastructures). Pour atteindre cet objectif, il doit éliminer tous ceux qui entravent ce processus, ou ne se montrent pas coopératifs, et il lui faut donc aussi utiliser la lutte des travailleurs agricoles.

Mieux partager les terres et mieux les exploiter implique d'éliminer les obstacles qui se présentent – tous ceux qui ne coopèrent pas avec cette politique – tel est le véritable sens des expropriations et des baux obligatoires :

«L'État procédera à des expropriations au-delà d'une certaine superficie sur les terres irriguées. La mesure concernera les grands propriétaires fonciers. Les terres expropriées seront administrées par l'État et celui-ci y intensifiera les cultures, afin d'obtenir des rendements plus élevés. Dans les zones de grands domaines agricoles, des obligations seront imposées aux propriétaires. Selon les cas, l'État procédera à une mise en location obligatoire ou expropriera des terres qui n'étaient pas correctement cultivées.»

Mais ces expropriations, ou ces baux obligatoires, ne concernent pas toutes les grandes propriétés. Une fois de plus, les paroles du secrétaire d'État à l'Agriculture sont limpides : *«Certains entrepreneurs remplissent leur fonction, tant dans la culture des terres que dans le traitement du bétail. Dans leur activité, ils font preuve d'une parfaite compréhension des besoins du pays. Ils devront mériter notre respect. Mais d'autres n'agissent pas ainsi.»*

Le gouvernement veut éliminer cette dernière catégorie de propriétaires et canaliser contre eux la fureur des travailleurs en lutte. Les terres expropriées seront administrées par l'État. Les travailleurs continueront à être exploités, désormais par les nouveaux patrons, la nouvelle bourgeoisie d'État, les gestionnaires d'État. Telle est la véritable raison d'être de la réforme agraire du gouvernement issu du 25 avril.

En ce moment, tous les partis politiques offrent également leurs services pour mieux encadrer les travailleurs. Certains, communément appelés réformistes, se démènent, parce que les travailleurs agricoles représentent une fraction importante de l'électorat. D'autres appellent à la formation d'un «Syndicat révolutionnaire» dans lequel ils prendraient la place des «réformistes» pour encadrer la lutte autonome des travailleurs (Sur ce que nous pensons des syndicats, voir les éditoriaux de *Combate*, n° 15 et 16.)

Il appartient aux travailleurs agricoles de décider de la voie à suivre :

– soit, au cours de la lutte, ils s’organisent de manière autonome, ils contrôlent constamment et collectivement leurs représentants, et ils décident des formes de lutte à développer contre toutes les formes de capitalisme, aussi bien contre les latifundiaires que les petits propriétaires privés et les nouvelles modalités du capitalisme d’État. Et ils doivent s’unir aux travailleurs des usines en créant à la base de véritables formes d’organisation communistes ;

– soit ils se laissent contrôler et encadrer par les syndicats, par d’autres organisations bureaucratiques ou par n’importe quel autre organisme lié à l’État (dans le cas d’une nationalisation), qui se substituent aux masses dans le domaine des décisions, dans la gestion de toute la vie économique et sociale. C’est alors qu’apparaissent les nouveaux patrons d’une nouvelle structure économique – le capitalisme d’État ; ils forment la nouvelle bourgeoisie qui continuera d’exploiter les travailleurs.

CHRONOLOGIE

[15 février. – Grève des pêcheurs de l’Algarve, tous les ports sont paralysés. Les 700 ouvriers d’une entreprise de verrerie (M. P. Roldão, Marinha Grande) occupent l’usine et poursuivent la production, en imposant un salaire maximum.]

19 février. – Les travailleurs d’un chantier de réparation et de construction de navires (Vaquinhas & Gertrudes) ont décidé de constituer une coopérative ouvrière pour garantir leur emploi.

20 février. – Présentation au public du Plan économique.

[20 février. – Les travailleurs de Réfrigérantes Coroa Imperial occupent l’usine ; ils réclament le paiement des salaires en retard, le 13^e mois et des garanties de durabilité de l’emploi.

Les 80 travailleurs de Plasmetal (plastiques et métallurgie) dont le siège se trouve à Amadora, débrayent depuis 9 jours et occupent l’usine ; ils réclament le paiement de 60 % du 13^e mois de 1974, le paiement de 50 % du salaire du mois de janvier de 1975, des garanties de durabilité de l’emploi et le paiement du salaire du mois en cours.

21 février. – Les travailleurs de Tripla (matières plastiques), à São Mamede de Infesta, font grève pour empêcher les licenciements.

Les salariés occupent les bureaux de la compagnie d’assurances Garantia Funchalense, dans l’île de Madère.]

21 février. – Les élèves de plusieurs lycées se mettent en grève contre les mesures gouvernementales qui renforcent la sélection. Le contenu de ces grèves va s’élargir rapidement, jusqu’à mettre en cause le contenu réactionnaire des cours, la hiérarchie dans les établissements, etc. Début mars, la grève sera presque totale dans le pays. Le 4 mars, le ministre de l’Éducation, le colonel Rodrigues, posera un ultimatum pour que les cours reprennent dans les deux jours : «*il faut que les professions de foi révolutionnaires fassent place aux études*», déclare-t-il.

22 février. – L’État prend la majorité du capital dans la Compagnie portugaise des pêches, la plus grande entreprise portugaise de production et de commercialisation du poisson; la grève des pêcheurs se poursuit néanmoins, non seulement dans tous les ports du sud et dans quelques ports du nord mais aussi en mer du Nord chez les pêcheurs de morue.

[25 février. – Grève des feronniers de Porto.

26 février. – Les travailleurs de Leacock Rosa (caoutchouc) décident d’occuper l’entreprise de manière à garantir l’activité, évitant le chômage.

28 février. – Les travailleurs de Mocar-Santomar entament une grève totale jusqu’à ce que leurs

revendications soient acceptées : à travail égal, salaire égal.]

Fin février. – Le MFA s’institutionnalise et impose aux partis ses conditions politiques: droit de veto sur les principaux postes gouvernementaux, comme la présidence de la République et les plus importants ministères — pendant une période de «transition», bien sûr.. dont la durée est dès maintenant prévue pour 5 ou 6 ans.

Éditorial du 28 février 1975 (*Combate* n° 18)

LES TRAVAILLEURS PORTUGAIS LUTTENT CONTRE LE CHÔMAGE

La plupart des luttes menées par les travailleurs aujourd’hui, et même au cours des six derniers mois, l’ont été contre les licenciements, contre la menace du chômage.

Ces luttes ont touché de nombreux secteurs économiques :

- le textile et l’habillement (Abel Alves de Figueiredo, Têxtil dos Bargas Alves de Figueiredo, Têxtil dos Bargas, Carides, Charminha, Sogantal, Camoda, Algot, Sousa Abreu, entre autres) ;
- le bâtiment (A.C. Tróia, Soares da Costa, etc.) ;
- la métallurgie et l’industrie mécanique (A. Caetano, Oficinas Alberto Marinho) ;
- l’électronique (Applied, Standart Eléctrica, Efacec-Inel)
- et dans les campagnes (lutte des travailleurs agricoles de l’Alentejo).

Mais si la lutte contre le chômage a mobilisé des travailleurs directement menacés ou des travailleurs d’une même unité de production par solidarité avec certains de leurs camarades licenciés, il n’y a pas eu, jusqu’à présent, de mouvement des chômeurs.

POURQUOI LE CHÔMAGE AUGMENTE-T-IL AU PORTUGAL ?

La situation de crise du capitalisme portugais n’est pas seulement due au «*sabotage économique*» exercé par des entrepreneurs portugais ou étrangers après le 25 avril, comme certaines forces politiques voudraient nous le faire croire par démagogie.

Certains éléments qui contribuent à la crise actuelle étaient présents avant le 25 avril et auraient existé sans lui ; d’autres sont spécifiques à la situation créée par la chute du fascisme. Les premiers facteurs relèvent de la crise générale du capitalisme et de ses répercussions au Portugal: la contraction des marchés extérieurs et la difficulté d’exporter qui en découle ; la forte hausse des prix de l’énergie et des matières premières ; l’augmentation des taux d’intérêt sur le marché financier international ; la diminution de l’émigration vers les pays européens, surtout la France et l’Allemagne.

D’autres facteurs jouent aussi un rôle :

- les augmentations de salaire (la fixation d’un salaire minimum national ou les revendications imposées par la lutte des travailleurs) qui affectent principalement les petites entreprises, les boîtes ayant une mauvaise organisation du travail et les sociétés à capitaux étrangers dont la rentabilité était liée à l’exploitation effrénée de la main-d’œuvre portugaise ;
- l’augmentation du chômage due à la fin des guerres coloniales, et le retour des soldats, des fonctionnaires et autres colons qui ont fui les territoires devenus indépendants ;
- la diminution de l’investissement : la rétraction du crédit, la diminution de la demande et les attentes des patrons concernant la nouvelle politique économique.

Les banques (liées aux grands groupes économiques) dont la liquidité a diminué réservent leurs prêts aux entreprises de leur groupe. Certaines PME sont donc contraintes de réduire leur production et de licencier une partie des travailleurs, ou même de faire faillite.

Ce que l'on appelle le «*sabotage économique*», n'est rien d'autre que la rétraction naturelle des capitalistes nationaux et étrangers qui ne sont pas sûrs de la situation et se préoccupent uniquement de garantir leurs profits. *Naturelle* parce qu'elle appartient aux règles du jeu du système capitaliste, règles qui n'ont rien à voir avec l'idéologie particulière de chaque patron (plus ou moins plus ou moins «de droite» ou plus ou moins «de gauche»), mais avec la logique de ce système.

Mais, dans le même temps, avec le 25 avril, les obstacles au plein développement du capitalisme au Portugal ont disparu. Quels étaient ces obstacles durant les dernières années du fascisme ? Un protectionnisme à l'égard de certains grands groupes économiques ; un soutien aux PME qui se traduisait par un protectionnisme douanier et des salaires très bas ; le blocage du développement capitaliste dans les campagnes par le maintien des privilèges accordés aux grands propriétaires terriens ; d'énormes investissements improductifs dans les guerres coloniales.

Après le 25 avril, de nouvelles conditions politiques ont permis la croissance accélérée du capitalisme. Conformément à la tendance générale du développement capitaliste, mais sous une forme clairement plus rapide, l'intervention de l'État dans toute la vie économique acquiert une importance toujours plus grande.

Aucune des forces politiques qui dominent aujourd'hui l'appareil d'État (et même en dehors de celui-ci) ne remet en question son rôle croissant dans l'économie ; *ce qui est en discussion, ce qui est au centre des luttes entre les différentes forces politiques, ce sont les formes et les limites de l'intervention de l'État.*

Les positions plus ou moins favorables des différents partis politiques face aux luttes ouvrières s'inscrivent dans ce contexte ; malgré leur soutien et leurs désaveux, elles ne sont contradictoires qu'en apparence. C'est dans cette optique que l'on doit analyser l'actuel soutien du PCP aux luttes des travailleurs agricoles dans l'Alentejo (alors que, jusqu'à présent, il s'était opposé à toutes les luttes ouvrières au nom de la défense de l'«*économie nationale*») ; la question de l'unicité syndicale ; la tentative de nationalisation des banques par l'action des employés de banque, etc.

Le capitalisme d'État mettra-t-il fin à l'exploitation ?

Les problèmes spécifiques du chômage peuvent ne pas exister sous un capitalisme d'État, mais avec le maintien du salariat, la plus-value continue à être extorquée aux travailleurs par des entités extérieures à eux ; et les salariés ne cesseront pas d'être exploités – ils le seront même encore plus ! En tant qu'entité patronale, l'État aura de plus en plus recours au travail non rémunéré, comme nous le montrent les expériences du capitalisme d'État dans d'autres pays. Au Portugal, les hérauts du capitalisme d'État défendent déjà le travail productif des soldats et du service civil étudiant. Peut-on imaginer pire exploitation que celle du travail non rémunéré ? Ce n'est rien d'autre que de l'esclavage au sein du capitalisme avancé !

LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE ET FORMES D'ORGANISATION

Les travailleurs ont été contraints de développer des luttes afin de garantir leurs salaires – seul moyen de survivre dans une société capitaliste. Si, dans leurs objectifs, ces actions tendent à renforcer le capitalisme en tant que système (en assurant le salut économique des patrons privés ou en réclamant la nationalisation, ces actions renforcent toujours le salariat), le développement de la lutte elle-même, cependant, fait avancer plus ou moins nettement la conscience des travailleurs et progresser leurs propres formes d'organisation.

En ce qui concerne les luttes contre les licenciements que *Combate* a suivies dernièrement, nous avons vu apparaître des formes d'organisation en accord avec ce que nous avons analysé dans l'éditorial du numéro 15, paru le 17 janvier 1975, c'est-à-dire des commissions de travailleurs élues, plus ou moins contrôlées, dans le développement de leur pratique, par des assemblées générales.

Le plus souvent, les salariés rejettent tout licenciement – comme chez Efacec-Inel, Tabopan, Camoda et Algot.

Chez Efacec-Inel, les travailleurs ont même refusé d'effectuer des heures supplémentaires et ont tenté de lancer un processus d'unification des luttes de diverses entreprises contre le chômage. La manifestation contre le chômage du 7 février 1975 a été un aspect important de cette tentative d'unification.

Voyons la position d'un travailleur qui a participé à la table ronde organisée par *Combate* à Amarante (n° 14 et 15) : *«Sur le chômage... ce ne sont pas seulement les patrons, c'est tout le système capitaliste qui cause le chômage. Par exemple, au sein de de A. Marinho, je continue à en parler parce que c'est la boîte que je connais le mieux, bien qu'il y ait de nombreux exemples similaires... – il a besoin de produire mille pelles par semaine, mais il n'approvisionnait le marché qu'à hauteur de 700, car il a besoin d'en fabriquer 300 de plus pour augmenter encore plus ses profits. Avec les recettes de la vente des trois cents pelles, par exemple, il paie le personnel et garde le reste pour lui. Mais lorsque les ventes de produits baissent (et maintenant, il semble que ce soit général), il veut continuer à extraire le même profit. Pour obtenir toujours les mêmes bénéfices, il doit licencier du personnel, parce qu'il sait parfaitement qu'il continue à payer les gens avec la production qu'il a et qu'il continue à avoir un surplus qu'il peut continuer à amasser, à accumuler. Notre seule forme de lutte est la grève, nous devons faire grève lorsqu'il y a des licenciements, quels qu'ils soient, que ce soit un ouvrier de 15, de 14 ou de 70 ans – peu importe, ou que ce soit un balayeur, peu importe. Les droits sont tous égaux, bien qu'ici, en province, un tourneur ou un serrurier pense qu'il a le droit de gagner plus que le droit de gagner plus qu'un travailleur. C'est faux, tout le monde a droit à la vie, nos estomacs sont tous les mêmes ; par conséquent, nous avons tous le droit de gagner le même salaire. Quand l'un d'entre nous est licencié, nous devons faire grève pour que cela n'arrive pas. Mais faire la grève et stopper les licenciements, ça ne résout pas notre problème... Nous le savons. Aujourd'hui nous évitons un licenciement, demain nous en éviterons un autre, et ensuite un autre.... Je veux dire, ce sont des luttes que nous gagnons, mais nous allons arriver à un certain point et nous allons voir que faire grève ne résoudra pas nos problèmes: ils ne seront résolus que lorsque nous gérerons nous-mêmes l'usine. Quand nous dirigerons l'usine, il n'y aura plus de licenciements...».*

En ce qui concerne le chômage causé par les difficultés de subsistance des entreprises (Camoda, Algot, SousAbreu, Varanda do Chanceler), la défense des travailleurs s'est traduite par le refus de les fermer et par le passage à des formes d'autogestion.

L'autogestion signifie que les travailleurs eux-mêmes gèrent et organisent toute la production et le travail de l'entreprise. Dans cette forme très avancée de lutte, ils organisent eux-mêmes le travail ; ils peuvent supprimer les hiérarchies, imposer de nouveaux horaires de travail, organiser la production d'une manière différente, créer de nouvelles relations entre eux et avancer sur la voie de la démocratie ouvrière.

Dans le système capitaliste, une entreprise autogérée peut toujours subsister économiquement tant qu'elle s'adapte aux conditions de production et au marché capitalistes. Mais si l'organisation des travailleurs remet en cause l'organisation capitaliste du travail elle-même, et les rapports sociaux au sein de l'entreprise, elle ne peut avoir qu'une existence temporaire comme forme de lutte et sur la base de la solidarité avec les salariés des autres entreprises.

Au Portugal, les formes d'autogestion développées par les travailleurs se sont limitées à assurer la survie capitaliste des entreprises, et donc leur droit au travail, en essayant de rendre l'entreprise rentable au sein du système capitaliste, sans remettre en cause les aspects essentiels de l'organisation du travail : la hiérarchie, les horaires, la discipline, la différenciation des salaires, etc.

Du point de vue révolutionnaire, les aspects positifs de ce mouvement concernent la pratique de la lutte et de la démocratie ouvrière, qui vont de pair avec l'augmentation de la conscience et de l'expérience prolétariennes.

PERSPECTIVES RÉVOLUTIONNAIRES DE LA LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE

Les travailleurs sont conscients que le salariat est le seul moyen de survivre dans la société capitaliste. Dans ce sens, le chômage et les licenciements sont des facteurs de division : ceux qui ont un emploi ont peur de le perdre ; ceux qui n'ont pas de travail acceptent n'importe quelles conditions afin de survivre.

En utilisant la répression et les bas salaires, le capitalisme favorise cette division.

Pour des révolutionnaires, la lutte contre les licenciements ne se mène pas entreprise par entreprise ; elle ne se développe efficacement que sur la base d'un large mouvement de masse rassemblant tous les travailleurs, actifs et chômeurs.

En ce sens, l'action autonome de la classe ouvrière conduira de plus en plus, dans la pratique, à remettre en cause le statut même du salariat, base de toute exploitation.

Seule l'action autonome peut amener les travailleurs à réfléchir à leur émancipation. Cependant, cette transformation des mentalités sera plus difficile dans une lutte isolée que dans un large mouvement de masse.

L'action autonome se réalise par l'action directe, par l'identité entre le pouvoir de décision et le pouvoir d'exécution – l'essence même de la démocratie ouvrière – par l'indépendance d'action par rapport aux organisations syndicales et politiques.

CHRONOLOGIE

[Mars 1975. – À Lisbonne et à Porto, des personnes vivant dans des conditions déplorables occupent des logements vacants. La police riposte violemment et les propriétaires détruisent leurs logements.

Les travailleurs de l'entreprise Mârmores Campos de Oliveira (marbres) engagent une grève avec occupation, afin d'exiger l'application du contrat en vigueur, signé le 1^{er} décembre 1974, stipulant le paiement du 13^e mois et des augmentations de salaires.

Les travailleurs de l'entreprise Eduardo Pereira Pinto & Filho, à Porto, ont transformé la société en coopérative, en raison du non-paiement des salaires depuis le mois de mai 1974 et suite à une déclaration de faillite. Ils ne réclament pas la nationalisation, mais veulent gérer l'entreprise.

1^{er} mars. – Les débardeurs du port de Leixões se mettent en grève car ils réclament des conditions semblables à celles de Lisbonne.

Environ 500 travailleurs du groupe auquel appartient l'entreprise touristique Vale de Lobo (Almancil) défilent dans les rues de Faro pour en exiger la dissolution.

Des paysans occupent les terres de la propriété Quinta do Carrascal (appartenant aux comtes de Tojal, puis à Augusto Félix Costa), à Quebradas, ainsi que d'un domaine du duc de Eafôes, à Alcoentre. Ces travailleurs agricoles se sont organisés en coopérative pour cultiver la terre ensemble.

3 mars. – Grève des transports à Barreiro : les autobus continuent de circuler, sans que les usagers n'achètent de tickets. Les fonctionnaires de la mairie protestent ainsi contre les différences de salaires entre les services municipalisés et ceux de l'entreprise Belo qui assurent les mêmes fonctions.

Environ 2 400 travailleurs de l'industrie de la chimie du district de Porto engagent une grève afin d'obtenir satisfaction sur leurs revendications salariales.

A Braga et à Guimaraes, les employés des cafés se mettent en grève pour protester contre l'augmentation du prix de la tasse de café qui, selon eux, leur porte préjudice.

6 mars. – L'assemblée générale des chantiers navals de Lisnave, à Margueira, qui réunit plus de 3000 travailleurs, révoque la commission pour la réduction de l'échelle des salaires.]

7 et 8 mars — A Setubal, au sud de Lisbonne, un meeting du PPD* qui réunissait une soixantaine de participants, est interrompu par 250 manifestants d'extrême gauche qui se répandent dans les rues. Une mitrailleuse de la police ouvre le feu sur la foule, faisant 2 morts et 20 blessés. La foule assiège les locaux de la police; le COPCON* intervient pour évacuer les policiers menacés de lynchage; le PC* et le PS* de Setubal demandent la protection de leurs locaux ainsi que de ceux du PPD*, déjà saccagés par la foule.

8 mars. – Le Conseil suprême du MFA* se réunit pour apprécier les derniers événements ; de grandes dissensions seraient apparues entre les officiers.

9 mars. – Le PC local demande la nationalisation des chantiers navals de la Lisnave qui appartiennent au groupe CUF* et à des groupes financiers suédois et danois.

11 mars. – L'aile la plus réactionnaire des Forces armées tente un putsch. Des unités de paras plus ou moins manipulés assiègent une caserne, qui est bombardée. La GNR* (Garde nationale républicaine) est impliquée dans le putsch, facilement mis en échec par les forces loyales du MFA.

Le général Spinola* et d'autres officiers prennent la fuite en Espagne; des officiers de droite sont arrêtés.

Le soir, à l'appel des partis (PC, PS., etc.), une énorme manifestation défile au centre de Lisbonne, aux cris de «Vive le MFA, à bas la réaction !» Dans plusieurs villes du pays, les sièges du PDC* et du CDS* (partis de droite les plus proches de Spinola) sont saccagés.

Le général Otelo de Carvalho*, commandant du COPCON*, voit sa position renforcée.

[12 mars. – Face aux menaces de faillite et de licenciement de quarante employés, les travailleurs des entreprises de rechapage Triunfo et Vitoria, appartenant à la société Viegas, Martins e Freitas, prennent en charge la gestion de l'usine, en exigeant l'éloignement de trois éléments, ainsi que de meilleures conditions d'hygiène (sanitaires, vestiaires, casiers, cantine).

Une vague d'occupations d'entreprises et de logements abandonnés débute.]

12 mars. – Le MFA constitue un Conseil de la révolution*, aux pouvoirs étendus, qui se subordonne quasi-totalement le gouvernement.

13 mars. – Le Conseil de la révolution décrète la nationalisation des sept groupes bancaires portugais les plus importants³, sous la pression des employés de banque en grève depuis le 11 mars ; l'État acquiert ainsi le contrôle des deux grands trusts portugais, CUF et Champalimaud*, qui dominent tous les secteurs de l'économie. Mais le Premier ministre déclare que «*l'entreprise privée aura toujours un rôle à jouer au Portugal*».

[A Setúbal, entre le 7 et le 14 mars, environ un millier de logements sont occupés ; la mairie légalise la moitié des occupations.]

³ Notamment le Banco Espírito Santo, le Banco Português do Atlântico, le Banco Borges e Irmão, le Banco Nacional Ultramarino et le Banco Fonsecas e Burnay (*NdT*).

Éditorial du 14 mars 1975

(*Combate* n° 19)

I – La lutte des classes au Portugal a désormais atteint des proportions qui pourraient bien entraîner des transformations majeures dans la vie économique et politique du pays. Non seulement le nombre de grèves et d'occupations ne semble pas devoir diminuer de manière sensible mais lorsque les travailleurs s'engagent dans la lutte, ils ne cachent pas que leur objectif est de changer le régime social en vigueur et de construire le socialisme. Les luttes de la classe ouvrière ont donc atteint une intensité rarement observée en Europe occidentale.

Cependant, le remplacement envisagé n'est pas, en général, un système de gestion sociale collective reposant sur des organisations de base, comme les conseils de zone, les commissions de travailleurs, etc. Ce que les travailleurs visent, ce qu'ils identifient au «socialisme» et à la destruction du capitalisme, c'est, sur le plan conscient, la nationalisation de l'économie et la prise du pouvoir politique par un parti ou un front qui sera chargé de gouverner «en faveur des travailleurs». Bien sûr, au niveau implicite et inconscient, les travailleurs se battent contre l'exploitation, la mécanisation et la vente de leur propre vie. Certes, les objectifs déclarés de la lutte sont socialistes (pour une société sans classes, pour l'égalité économique, pour la fin de l'exploitation). Mais les formes à travers lesquelles ces objectifs sont poursuivis (dictature d'un parti, étatisation de l'économie privée, inflation de l'appareil d'État) laissent intactes les racines du mal. En effet, si aucun parti ne peut gouverner à la place des travailleurs, mais seulement au-dessus d'eux et contre eux ; et si tout pouvoir exercé par d'autres que nous est exercé contre nous – alors il ne suffit pas d'échanger les patrons privés contre l'État-patron pour assurer le socialisme. Au contraire, la concentration sans ambiguïté du pouvoir politique et répressif, ainsi que du pouvoir de décision sur l'économie, entre les mains du même groupe social pourrait donner naissance à une situation encore plus insupportable et oppressive.

II – Ce capitalisme d'État bureaucratique est l'objectif non seulement du PCP mais aussi de ses rivaux maoïstes et marxistes-léninistes. Ces derniers ne se distinguent du PCP que dans la mesure où ils contestent sa direction des travailleurs et la place de premier plan dans la future dictature bureaucratique sur le prolétariat qu'ils préparent.

Le PCP et ces rivaux, loin d'œuvrer à l'abolition de l'État, de la police et du Capital, ont tous l'intention, au contraire, de remplacer les gestionnaires actuels de l'État, de la police et du Capital. Ils essaient certainement de présenter leur projet totalitaire comme étant favorables aux intérêts des travailleurs. Ils tentent de se faire accepter comme l'avant-garde des travailleurs et leur état-major. Mais l'émancipation du travail, la destruction du capitalisme, signifie précisément la destruction de tout état-major, l'abolition de la distinction entre gouvernants et gouvernés, travailleurs et gestionnaires, dirigeants et exécutants.

En outre, l'influence de ces organisations sur les travailleurs est en partie responsable du décalage constaté au point I, entre les aspirations socialistes de la classe ouvrière et les formes par lesquelles ces aspirations tentent de se réaliser et de se penser elles-mêmes. Par conséquent, les travailleurs révolutionnaires doivent lutter contre l'hégémonie de ces partis, contre leur fausse perspective concernant la destruction du capitalisme. Chacun d'entre nous doit, dès maintenant, démasquer les mensonges qu'on veut nous faire avaler, non seulement à droite mais aussi à gauche. Il faut dire clairement à tous ceux qui souhaitent liquider la société de classe que leurs objectifs ne

seront pas atteints en remplaçant les patrons par la bureaucratie étatique et partidaire, mais seulement par la gestion collective de la société par ses producteurs. Il ne suffit pas que le pouvoir soit arraché des mains de ses détenteurs actuels pour qu'il parvienne entre nos mains. Personne ne nous sauvera de la misère et de la stupidité de la vie salariée si nous ne le faisons pas nous-mêmes. Le PCP et ses rivaux se disputent le rôle de nos sauveurs – seulement pour savoir qui profitera de la nouvelle exploitation étatique, une fois que quelques patrons privés auront été renversés. Et cet État, soulignons-le, sera infiniment plus policier et despotique, infiniment plus efficace dans sa façon de monopoliser le pouvoir capitaliste, que l'État de n'importe quelle démocratie bourgeoise. Ce sera un État similaire à l'État fasciste, avec une police politique, la censure d'État, la militarisation totale du travail – un État reposant sur l'aggravation du travail forcé, dans la mesure où la pression économique de tout le capitalisme accroîtra la surveillance policière directe dans les entreprises, les quartiers, les écoles, etc.

Si, pendant de nombreuses années, le mouvement ouvrier a confondu la capacité de détruire la bourgeoisie des propriétaires privés avec la capacité de construire la démocratie ouvrière, l'autogouvernement populaire et le communisme – nous savons aujourd'hui que c'est une voie de garage. Nous savons aujourd'hui qu'il ne suffit pas de renverser les anciens patrons : soit nous prenons directement le pouvoir partout ; soit nous acceptons l'idée qu'un parti nous représente et gouverne à notre place. Dans ce cas, nous créerons de nouveaux patrons et lutterons pour mettre entre les mains des futurs bourreaux le fouet qui nous torturera.

LA RÉVOLUTION SE FAIT DANS LA PRATIQUE

III – Seule l'auto-organisation des travailleurs peut prévaloir contre le capitalisme, privé et/ou d'État. Et nous avons indéniablement observé des signes d'une telle auto-organisation au Portugal. Fréquemment, les commissions de travailleurs, par exemple, témoignent du fait que les intéressés ont décidé de prendre en main leurs problèmes – en pratique, elles montrent que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Mais les commissions de travailleurs ne suffisent pas. Tout d'abord, elles ne peuvent répondre à tous les problèmes que la classe ouvrière doit affronter, lorsqu'ils dépassent le cadre du lieu de travail. Deuxièmement, parce que si ces commissions ne reposent pas sur une rotation permanente de leurs membres ; si elles ne convoquent pas fréquemment et régulièrement des réunions plénières ; si elles ne fonctionnent pas de façon ouverte et publique ; si leurs attributions ne sont pas supervisées ; si elles ne réussissent à dépasser ces obstacles par une mobilisation collective, alors elles deviendront de nouvelles directions semblables à celles des partis ; elles se transformeront en de nouvelles formes de contrôle sur les travailleurs, qui serviront à anéantir l'initiative ouvrière de la base.

A ce stade, il nous semble que les travailleurs révolutionnaires doivent former des noyaux ouvriers pour promouvoir les idées d'auto-organisation collective dans les entreprises, dans les quartiers, etc. ; fédérons ces noyaux, en préservant l'autonomie de chacun d'eux, de façon à permettre l'organisation de manifestations de rue, et surtout de mouvements de masse qui dépassent les murs de chaque entreprise. Soutenons les commissions de travailleurs effectivement autonomes et dénonçons la bureaucratisation et les assauts partisans dont d'autres commissions sont victimes. Dans les quartiers, ou dans les entreprises, où les commissions de travailleurs n'existent pas encore, formons également des noyaux révolutionnaires et stimulons la création de commissions de délégués (dans les entreprises) et de coopératives ouvrières dans les quartiers d'habitation (crèches avec un personnel tournant, création de centres de discussion et de formation, journaux de quartier, etc.). *Combate* est à la disposition de ces noyaux avec ses moyens techniques et humains limités, actuels et à venir. (Ces noyaux seront, bien sûr, autonomes entre eux et par rapport à notre collectif.)

Pour ce travail, non seulement nous acceptons mais demandons la collaboration (des idées, des discussions, des moyens) de tous. Nous reviendrons bientôt sur ce sujet. En attendant, nos lecteurs peuvent former leurs noyaux, entrer en contact avec d'autres, utiliser notre publication ou d'autres publications pour faire connaître les résultats atteints et les difficultés rencontrées. Il leur appartient de ne pas attendre les initiatives des autres ou l'apparition miraculeuse d'un mouvement de masse autonome. A eux et à nous de créer ce mouvement révolutionnaire, indépendant des partis, des syndicats et de l'État. Personne n'entreprendra pour nous ce que nous ne faisons pas nous-mêmes.

CHRONOLOGIE

[14 mars. – Les travailleurs de Somacal à Caidas da Rainha exigent que la responsable soit écartée. Ils menacent de tenir des piquets de grève bloquant l'usine au cas où leur demande ne serait pas prise en compte.]

15 mars. – Les compagnies d'assurances portugaises sont nationalisées dans les mêmes conditions et gérées désormais par des commissions administratives, à l'exception des compagnies à participation étrangère, auprès desquelles sont détachés des délégués du gouvernement.

Des militants maoïstes du MRPP* sont arrêtés parce qu'ils dénoncent l'alliance de l'impérialisme et du «social-impérialisme» ou «social-fascisme», attaquent le MFA et annoncent une manifestation.

[15 mars. – Les travailleurs occupent l'entreprise Mueller. Soupçonnant la société, tout à fait rentable, de se trouver techniquement en faillite, les travailleurs démettent le propriétaire américain de ses fonctions.

Les travailleurs de Crediverbo, à Porto, occupent les bureaux et exigent l'application de la convention collective.

A Lisbonne, à l'appel du Syndicat des travailleurs du textile, de la laine et de la confection du Sud, des milliers d'ouvrières manifestent pour protester contre les licenciements, les horaires de travail et soutenir une économie au service des travailleurs.

17 mars. – À Lisbonne, les travailleurs du textile et de la laine manifestent à nouveau pour les mêmes objectifs.]

18 mars. – On annonce que les élections pour l'Assemblée Constituante seront repoussées au 25 avril (anniversaire du putsch antifasciste). Le Conseil de la Révolution exclut des élections trois organisations: le Parti de la Démocratie chrétienne (PDC), le parti le plus à droite, dont le secrétaire est en fuite; le MRPP, implanté surtout dans les universités et les lycées; l'AOC* (Alliance ouvrière et paysanne), marxiste-léniniste, beaucoup plus faible, et qui, pour s'opposer au «social-fascisme» (au PCP) considéré comme le «danger principal», s'est mise à soutenir le Parti socialiste de Mario Soares*.

[19 mars. – À Funchal (dans l'île de Madère) se déroule la plus grande manifestation jamais organisée dans la ville, rassemblant environ quinze mille travailleurs. Elle est convoquée par le Syndicat libre du bâtiment de Funchal pour protester contre le chômage et l'augmentation du coût de la vie.]

20 mars. – A l'initiative des commissions de travailleurs, 5 000 ouvriers de la métallurgie manifestent à Lisbonne contre la direction de leur syndicat qui est alignée sur l'Intersyndicale sous contrôle du PC.

Depuis le 11 mars, de nombreuses entreprises sont occupées par les travailleurs. En outre, le mouvement d'occupation des immeubles vides et des hôtels particuliers inoccupés, transformés en crèches, hôpitaux populaires ou en locaux d'habitation, s'étend un peu partout.

[20 mars. – A Lisbonne, des ouvriers métallurgistes de 17 entreprises manifestent devant leur

syndicat pour exiger le départ de la direction et la nomination d'une commission de gestion, ainsi que la levée de la suspension de cinq travailleurs.

Les pêcheurs du port de Peniche font grève car ils ne sont pas arrivés à un accord avec l'Association professionnelle des armateurs de la pêche à la sardine autour de la nouvelle convention collective.

22 mars. – Les travailleurs du groupe Pão de Açúcar prennent des mesures d'épuration à l'encontre de quatre administrateurs et montent des postes de surveillance en attendant qu'une commission administrative soit nommée.

25 mars. – Des piquets de grève s'organisent devant les bâtiments de la Direction générale des affaires sociales, à Lisbonne, pour empêcher l'entrée de quatre fonctionnaires ayant fait l'objet de mesures d'épuration, décidées en assemblée générale de travailleurs.

26 mars. – Des milliers d'employés de bureau et de commis du district d'Evora font grève car leur syndicat et leur association professionnelle ne sont pas parvenus à un accord quant à l'approbation d'une nouvelle convention collective.

Les travailleurs de la société Metalúrgica Galvanense prennent en charge la gestion de l'usine.

28 mars. – A Fogueteiro (Seixal), les travailleurs d'Aluferco (métallurgie) occupent l'usine et prennent en charge la gestion de l'entreprise, à la suite de la tentative du directeur associé de licencier cinq ouvriers.

Éditorial du 28 mars 1975 (*Combate* n° 20)

LE 11 MARS ET SA SIGNIFICATION

Nous n'allons pas analyser ici les multiples péripéties militaires qui ont eu lieu le 11 mars.

Plutôt que d'évoquer la manière dont les événements ont été déclenchés et se sont déroulés, il nous semble plus important aujourd'hui d'analyser les résultats effectifs de ce moment historique et la véritable signification de la nouvelle situation.

Sur le plan économique et politique, le 11 mars marque le renforcement de la voie capitaliste d'État et *la fin de l'initiative des groupes monopolistes privés.*

A plusieurs reprises, dans des éditoriaux précédents, nous avons analysé le développement de l'intervention plus ou moins importante de l'État. Mais, jusqu'au 11 mars, tout était fait de manière à ne pas éliminer, à court terme, l'initiative des capitalistes et groupes monopolistes privés. C'est dans ce contexte qu'a été élaboré le programme économique et social du Gouvernement provisoire.

Bien que toutes les forces politiques de la coalition gouvernementale aient soutenu une plus grande intervention de l'État, il apparaissait clairement que le PCP et les partis gravitant dans son orbite s'opposaient aux limites de cette intervention. Ce secteur politique s'opposait clairement à la modération du programme économique gouvernemental et tentait de consolider, dans la pratique, certaines nationalisations en instrumentalisant la lutte des travailleurs. Le 11 mars a signifié la victoire de cette dernière tendance et la fin des groupes monopolistes privés. Il marque le renforcement du capitalisme d'État, c'est-à-dire la domination de l'État sur l'ensemble de la vie économique et sociale.

POURQUOI CETTE OPTION POLITICO-ÉCONOMIQUE

A-T-ELLE TRIOMPHE AU Portugal ?

La crise générale du capitalisme occidental nous semble être l'un des facteurs les plus importants qui ont conduit le Portugal à adopter une voie plus radicale pour réduire l'inflation monétaire.

L'économie portugaise actuelle présente des particularités qui aggravent encore davantage la crise mondiale et accentue certains de ses aspects :

– Les emprunts auxquels l'État a dû recourir pour financer la guerre coloniale ont accéléré l'inflation ; les envois de fonds des émigrants, qui n'avaient pas de contrepartie dans la production (en raison de la restriction du marché de la consommation intérieure : salaires très bas, et crise des exportations) se sont accumulés monétairement sans se convertir financièrement, en accentuant l'inflation ;

– La crise mondiale du chômage et, sans aucun doute, aussi les circonstances politiques portugaises diminuent les envois de fonds des émigrants et les revenus du tourisme, ce qui rend le Portugal plus dépendant des capitaux étrangers. (Ce n'est pas une coïncidence si, depuis le 25 avril, les réserves d'or de la Banque du Portugal ont fortement diminué).

DANS QUELLE MESURE CETTE OPTION ÉCONOMIQUE PEUT-ELLE CONTRIBUTER A SORTIR LE PORTUGAL DE CETTE IMPASSE ÉCONOMIQUE ?

Le contrôle de la banque représente au Portugal non seulement la domination du monde monétaire, mais aussi celle de l'industrie. Au Portugal (contrairement à ce qui s'est passé dans la plupart des pays occidentaux), ce sont les groupes industriels qui ont créé leurs banques (à l'exception des banques Espírito Santo et Português do Atlântico). Et ces banques sont étroitement liées aux activités des entreprises industrielles du groupe.

Cette option économique n'implique pas, pour l'instant, l'élimination des capitalistes non monopolistes. Au contraire, leur préservation est importante. Tout d'abord, en raison de l'incapacité actuelle des organismes gouvernementaux à planifier l'ensemble de l'économie. Une partie des entreprises peut ainsi subsister dans un régime de libre entreprise (précisément celles qui ne peuvent concurrencer les entreprises de l'État) et cela crée aussi des conditions permettant de surmonter les lacunes de la planification des entreprises d'État. Deuxièmement, lors des négociations sur les conventions collectives, les petites entreprises du secteur sont prises en compte dans la fixation des salaires. De cette façon, les entreprises contrôlées par l'État paieront des salaires inférieurs à ce qui est économiquement possible pour elles, puisque les petites entreprises sont le point de référence pour le plafonnement des salaires.

Le premier objectif du nouveau régime économique sera sans doute de limiter les prix et les salaires. Cette mesure déflationniste, si la banque privée et les grands groupes restaient sous contrôle privé, devrait avoir pour effet d'aggraver la stagnation économique, mais elle n'aura pas ce résultat, ou du moins il sera atténué puisque les banques ont été étatisées. Les commandes de l'État réactiveront la vie économique, et le développement des «cultures industrielles» (la plantation de cultures destinées à être industrialisées) après la réforme agraire, ainsi que la production nationale de machines pour ces cultures (cf. la création récente d'une usine de tracteurs). Il est naturel que l'État développe également d'autres activités de base comme l'exploitation minière. La limitation des prix et la généralisation de l'emploi, en dehors d'une distribution moins différenciée des revenus, permettra d'accroître un peu le marché intérieur de la consommation de biens de consommation, mais cela ne suffira pas à relancer l'économie. Il faudra augmenter les exportations. Dans la crise actuelle, ce seront les pays du bloc soviétique qui pourront ouvrir de nouveaux marchés au Portugal, ainsi que certains pays du «tiers monde». (Il faut noter qu'une petite

diminution du pourcentage des importations en provenance du bloc soviétique représente, pour le Portugal, une augmentation importante du pourcentage de ses exportations.)

D'un autre côté, les États-Unis et la CEE auront maintenant tout intérêt à accroître les facilités économiques pour le Portugal, car agir autrement serait l'attirer dans la sphère de l'URSS. Les erreurs du boycott de Cuba devraient servir de leçon aux capitalistes américains. Quant aux sources d'investissement, d'une part, la centralisation brutale des capitaux a augmenté la capacité d'investissement national ; et, d'autre part, pour les raisons indiquées ci-dessus, les États-Unis et la CEE ne voudront pas cesser d'investir au Portugal. Le gouvernement, quant à lui, essaiera de ne pas dépendre autant des investissements directs américains et il fera appel aux investissements des sous-impérialismes du «tiers monde», en particulier des membres de l'OPEP, qui rencontrent certaines difficultés à investir aux États-Unis. Mais l'OPEP va bientôt commencer également à ressentir la crise (pour des raisons que nous ne détaillerons pas ici).

Cette tentative, succincte et très incomplète, de définir certains aspects de la dynamique économique du nouveau régime, suffit pour constater qu'il est de plus en plus dépendant du jeu des forces économiques à l'échelle mondiale. Ici, intervient encore un facteur inconnu qui pourrait changer les événements d'une manière ou d'une autre : l'Espagne.

Pour terminer, nous allons essayer de définir ce qui nous semble être les principaux facteurs politiques et sociaux qui seront pris en compte, dans son développement, par le nouveau régime. La maîtrise des salaires et des prix repose socialement sur la militarisation de toute la vie économique, en particulier du travail. Après avoir subi les régimes de Salazar et Marcelo pendant un demi-siècle, le Portugal avait une caractéristique rare, sinon unique, dans le monde contemporain. Et elle terrifiait tous les capitalistes un peu lucides qui avaient conscience du problème : la classe ouvrière y était inorganisée. Les prétendus partis ouvriers étaient des organisations de cadres clandestins, les syndicats n'existaient pas. L'expérience d'après le 25 avril a montré que les ouvriers n'étaient pas disposés à se laisser guider comme des moutons par des syndicats et des partis de masse. Les syndicats continuent d'être des structures verticales où les directions des partis agissent toujours comme des groupes de pression (plus proches des «clubs» de la bourgeoisie française que des grands partis comme le PCF ou le PCI). Ainsi, l'endiguement de la classe ouvrière se fera essentiellement par la militarisation du travail et de la vie en général, suivant le processus russe ou chinois : l'usine est militarisée ; la vie de l'ouvrier dépend de plus en plus de l'usine ; les loisirs sont conçus en fonction de l'usine et donc organisés, au plus haut niveau, par les gestionnaires⁴. Le gouvernement sera de moins en moins important, et les nouvelles structures des cliques militaires joueront un rôle décisif. Cela signifie un renforcement de la hiérarchie militaire – les militants du PC dans l'armée reçoivent l'ordre de renforcer la hiérarchie et de ne pas la remettre en question – et un renforcement de la hiérarchie au sein des cliques dirigeantes. En fait, c'est ce qui se passe déjà. L'armée représente le paradigme idéal des modèles sociaux prônés par le PC. Ce n'est pas par hasard, ou en raison de circonstances tactiques, que le PC et l'armée fusionnent politiquement. Ce processus traduit l'évolution du capitalisme d'État vers la militarisation.

Pour l'instant, nous pouvons esquisser la division du travail suivante : l'armée détient la gestion centrale de la vie économique et politico-sociale ; le PC gère le travail, c'est-à-dire l'Intersyndicale

⁴ A l'époque, João Bernardo, l'un des animateurs du collectif *Combate*, n'a pas encore publié son livre *Para uma teoria do modo de produção comunista* qui paraîtra seulement en avril 1975 et dans lequel il défend l'idée que, sous le capitalisme, il existe deux classes dirigeantes celle des bourgeois et celle des gestionnaires (*gestores*), mais on peut supposer que ces camarades la connaissaient (*NdT*).

et les syndicats ; le MDP* gère la mise en œuvre de l'économie, la préparation des plans économiques et l'administration locale.

Si la militarisation de la vie sociale se poursuit, on assistera à l'interdiction des partis et groupes d'extrême gauche. Le général Costa Gomes* et [le ministre de la «Communication sociale», le commandant] Correia Jesuíno* ont déjà préparé le terrain dans cette direction, en diffusant le discours démagogique classique sur la convergence des extrêmes, etc. Ce n'est pas très novateur, mais ceux qui détiennent le pouvoir n'ont guère besoin d'imagination. D'un côté, ces groupes défendent un modèle social et économique identique à celui qui est en train de se mettre en place au Portugal, et ils l'ont publiquement défendu pendant que le PC se préparait dans les coulisses. Ils étaient clairement ses porte-voix. D'un autre côté, ils sont désormais inutiles (leur fonction de haut-parleurs n'est plus nécessaire), même si nous ne devons pas oublier que certains de leurs militants et nombre de leurs sympathisants aspirent sincèrement à leur émancipation et à l'abolition du salariat, malgré leur confusion théorique et leur pratique contradictoire. Les capitalistes d'État doivent donc dissoudre ces groupes et ces organisations s'ils veulent exercer un contrôle strict sur les travailleurs.

Cette militarisation du travail développe également de nombreuses formes de travail gratuit. Nous verrons le service civique s'étendre des jeunes apprentis technocrates aux jeunes ouvriers – le régime fera appel à l'idéalisme de la jeunesse aussi longtemps qu'il le pourra, à haute dose et sans utiliser de prétextes, tant que cet idéalisme ne deviendra pas plus lucide. Sans parler du travail gratuit des soldats.

SIGNIFICATION POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DES NATIONALISATIONS

La phase actuelle a commencé par les «grandes» nationalisations : les banques et les assurances.

Nous avons déjà vu le contexte dans lequel s'intègrent ces nationalisations. Mais le mot «nationalisation» est désormais un terme ambigu au Portugal. Il a un sens différent selon les catégories sociales, et offre ainsi une plate-forme d'entente possible entre des classes antagonistes.

Pour les ouvriers, la «nationalisation» implique, à court terme, la garantie des salaires. Cette mesure peut donc apparaître comme l'un des objectifs concrets de la lutte, sans que l'on puisse pour autant en déduire l'objectif ultime qu'ils poursuivent consciemment dans leurs combats.

Pour certains travailleurs, cela peut également signifier que leur stratégie consciente ne dépasse pas la lutte contre l'instabilité de l'emploi, et que tout ce qu'ils souhaitent consciemment, c'est de rester salariés, mais sur une base stable.

Pour d'autres ouvriers, le mot «nationalisation» suggère la disparition du capitalisme dans tout le pays et le passage de l'économie entre les mains de tous les travailleurs. Mais il s'agit davantage d'une aspiration que d'une stratégie définie. Surtout, ces ouvriers ne posent pas le problème de la médiation (ou de sa suppression) entre les travailleurs et le contrôle de l'économie, c'est-à-dire le problème de la gestion et des gestionnaires n'est pas pris en compte.

Pour les technocrates et les capitalistes d'État déjà existants, cette mesure évoque, consciemment, son expansion en tant que classe, la réalisation intégrale du capitalisme d'État.

Pour de nombreux petits actionnaires, cela permet la garantie de leur capital dans des entreprises qui risquent de faire faillite. Ils ne sont pas conscients du fait que, à long terme, la nationalisation entraînera la fin du capitalisme privé. A court terme, ils sont satisfaits parce qu'ils désirent maintenir le rendement de leurs actions. Nous voyons donc que le terme de «nationalisation» réunit, de manière ambiguë, les ouvriers, les capitalistes d'État, les technocrates et les petits actionnaires.

Si la «nationalisation» est aujourd'hui un terrain de conciliation entre des classes antagonistes, c'est parce que l'une de ces options est formulée de manière diffuse, permettant ainsi de recouvrir d'un même nom des réalités antagoniques.

Il appartient aux travailleurs de lever cette ambiguïté en développant des luttes autonomes tout en créant simultanément des formes d'organisation qui rendent possible le développement de la démocratie ouvrière en rupture totale avec le mode de production capitaliste, et qui seront la base de nouveaux rapports de production, entraînant la disparition du salariat et de la société de classe.

Au Portugal, le prolétariat n'est pas encadré dans des partis de masse ou des syndicats (comme en témoigne le développement des luttes ouvrières, qui échappe à l'encadrement des partis et des syndicats) ; il considère simplement certains de ces partis, avec plus ou moins de sympathie, sans les suivre de trop près. Cependant, il a fait preuve d'une extraordinaire confiance dans l'État, et dans les instances les plus hiérarchisées et répressives de cet État : les forces armées. Une grave ambiguïté entoure le terme de nationalisation.

La «nationalisation» en elle-même signifie le capitalisme d'État, le contrôle par l'État de toute la vie économique et sociale.

Cela implique le maintien du salariat.

Cela signifie qu'une couche sociale, détachée des travailleurs, qu'ils ne contrôlent pas, et à qui ils délèguent le pouvoir économique et social – les gestionnaires – devient la classe des nouveaux exploités, ceux qui sont le plus intéressés à l'instauration du capitalisme d'État.

Le communisme, but ultime des travailleurs, repose sur la démocratie ouvrière. Sous le communisme, les travailleurs ne délèguent pas leur pouvoir à d'autres couches sociales, ils l'exercent directement, à travers leurs propres institutions, qu'ils créent dans leur propre lutte.

La *démocratie ouvrière* se pratique et se vit déjà dans les luttes actuelles. C'est dans la pratique de la lutte, grâce à des formes d'organisation qui sont en train d'être créées, que la conscience des travailleurs pour le communisme se développe.

Pour que le capitalisme d'État ne soit pas confondu avec le socialisme ; pour que ces deux réalités soient perçues *consciemment* comme distinctes, il faut que le prolétariat, au Portugal, développe sa pratique de lutte vers de nouvelles expériences.

Pour les travailleurs, l'alternative n'est pas capitalisme privé ou capitalisme d'État, mais capitalisme ou démocratie ouvrière organisée de manière autonome.

CHRONOLOGIE

[30 mars. – Les travailleurs de l'hôtel Praia Golfe se mettent en grève et occupent les locaux car ni le 13e mois, ni la prime repas pendant leurs congés ne leur ont été versés. En outre, ils n'ont pas reçu leurs salaires dans le délai stipulé par la loi.

31 mars. – Toutes les usines de textile débrayent pendant 30 minutes contre l'intransigeance des industriels du secteur de la laine qui ont interrompu les négociations de la nouvelle convention collective parce qu'elle ne tient pas compte des revendications des travailleurs, concernant les deux jours de repos obligatoire (le samedi et le dimanche), ainsi que le repos lors des jours fériés.

Avril 1975. – 19 travailleurs de Textilfer, usine de production de tissus pour la confection, occupent l'usine. Ils luttent contre les bas salaires et pour la mise en place du salaire minimum national et le 13e mois. Ils revendiquent également la transformation de l'usine en une coopérative, dirigée exclusivement par les travailleurs.

1^{er} avril. – Les commis et employés de bureau du district d'Évora entament leur deuxième jour de

grève, décidée en assemblée de travailleurs pour protester contre les licenciements abusifs et pour de meilleurs salaires.

Les travailleurs de la métallurgie protestent contre la direction de leur syndicat qui, selon eux, combat leurs intérêts et défend la ligne du PCP.

Les 200 salariés de l'entreprise de travaux publics Emocal, dans l'île d'Angra do Heroísmo (Açores) exigent des mesures d'épuration à l'encontre de deux gérants de l'entreprise, l'intervention immédiate de l'État et la fin des licenciements.

A la grève des pêcheurs de sardine de Peniche, depuis le 20 mars, s'ajoute le combat de ceux qui pratiquent la pêche artisanale, également à Peniche. 1 500 pêcheurs et environ 6 000 personnes dépendent de la pêche. Ils exigent que les salaires soient augmentés (de 2 000 à 3 000 escudos) et que le patron, et non le pêcheur, fournisse le matériel. Ils demandent des assurances qui couvrent les accidents, la fin du travail nocturne (en ce qui concerne la pêche à la mouche) et en cas de mauvais temps. Enfin, ils se battent contre les disparités en matière de salaires et de droits entre pêcheurs et armateurs (l'argent doit être divisé de manière équitable) et des bateaux dans de meilleures conditions (radios portables, etc.).

2 avril. – A São João da Pesqueira, les travailleurs du barrage da Valeira se mettent en grève.

Les 150 travailleurs de l'Empresa Metalúrgica de Castelo Branco font grève pour garantir le paiement de leurs salaires.

À Azoia (Sesimbra), les ouvriers agricoles occupent les terres de Xavier de Lima qu'ils cultivent depuis dix ans. Ils souhaitent créer une coopérative et demandent l'aide de l'État pour les engrais, les machines, etc.]

3 avril. – Le Conseil de la révolution propose aux partis prenant part aux élections une «plate-forme d'entente» qui reprend le projet «*d'institutionnalisation*» du MFA: elle détermine pour l'essentiel les traits de la future Constitution, qui devra concorder avec le programme du MFA ; elle accorde au pouvoir militaire le contrôle des activités de la future Assemblée législative, et de l'application du programme économique et social, pendant au moins trois ans.

[3 avril. – A Caidas da Rainha, les travailleurs de la multinationale américaine Mattel occupent l'usine et exigent la réadmission de 150 travailleurs licenciés.

4 avril. – Les travailleurs de Rolsol (confection), à Porto, occupent l'usine et prennent en charge la gestion de l'unité de production.

5 avril. – L'assemblée générale des cheminots des chemins de fer portugais (Comboios de Portugal) réunit à Lisbonne environ 6 000 travailleurs qui exigent la nationalisation de l'entreprise.

Les travailleurs de l'industrie chimique du Nord se mettent en grève. (Le mouvement est suspendu entre le 8 et le 21 avril.) 15 000 travailleurs sont mobilisés dans près de 110 entreprises. La rupture des négociations par le patron, au bout de deux mois, a entraîné l'arbitrage du ministère du Travail. Les travailleurs, qui refusent de se battre contre le ministère du Travail, se mettent en grève.

6 avril. – Des travailleurs des industries du textile, de tricots, des teintureries, des blanchisseries, de la confection et de la laine se réunissent à l'Institut supérieur du textile pour discuter des problèmes que traverse le secteur.

7 avril. – Toutes les usines de l'industrie textile du pays débrayent pendant une demi-heure, après que l'association professionnelle a interrompu les négociations en cours. Les travailleurs exigent la semaine de 40 heures, un mois de vacances, le 13^e mois et un salaire minimum de 5 250 escudos.

400 travailleurs occupent l'usine João Nunes da Rocha et cessent la production. Ils luttent depuis le mois de décembre contre le patron qui n'a pas payé les primes de Noël, refuse l'épuration, sabote la production en refusant d'acheter des matières premières et déclassé des travailleurs. Les ouvriers revendiquent la nationalisation de l'entreprise et de tous les biens au nom du propriétaire, acquis

avec le capital appartenant à la société. «*Conscients des dangers de l'autogestion*», ils rejettent un tel processus du fait de la «*situation chaotique que le patron a délibérément provoquée*».

8 avril. – Les habitants du quartier lisboète de Fonseca (bidonville se trouvant aux abords de l'hôpital Santa Maria et composé de 250 baraquements où vivent 1 500 habitants) luttent pour le droit à un logement digne.

Après avoir été menacés de licenciements et accusés d'être responsables de la supposée faillite de Radio Clube de Angra, les travailleurs décident en assemblée générale d'occuper les locaux.

9 avril. – Les travailleurs de la société d'import-export Maiombe, dans l'île de Madère, occupent les locaux de leur entreprise. Ils soupçonnent le directeur associé de sabotage économique.

10 avril. – Les travailleurs de la cimenterie de Leiria (dans le Nord) protestent contre l'occupation d'une partie des locaux de l'usine à Massarelos (Porto) par un groupe d'habitants du quartier qui estiment que les salariés de l'entreprise doivent s'organiser pour lutter contre Champalimaud.

Les 70 travailleurs de l'entreprise Lusitana Optica, à Gondomar, occupent les locaux afin de garantir le droit au travail.

Éditorial du 11 avril 1975 (*Combate* n° 21)

ÉLECTIONS : QUEL CHANGEMENT ?

Les hommes font la révolution et la révolution fait les hommes ; les changements dans la vie quotidienne pendant un processus révolutionnaire modifient les personnes qui y prennent part. C'est dans cette dialectique que surgissent de nouvelles personnes, de nouvelles formes de lutte et une nouvelle société, à partir de ces personnes, de ces processus. Mais, avec les hommes qui sont à la tête du processus politique et militaire au Portugal, nous constatons, au contraire, une inversion dans leur vie quotidienne. La plupart des gouvernants, au Portugal, sont passés de l'exil, de la clandestinité et de la prison, d'une période pendant laquelle ils luttaient contre le pouvoir de l'État corporatiste, à une situation où ils défendent désormais un nouveau pouvoir (le leur) au service d'une société de classe. Dans un acte d'insubordination, les militaires ont remplacé le pouvoir constitué. L'écrasante majorité des capitaines du 25 avril n'étaient pas politisés et ignoraient tout des affaires de l'État. Ils savaient faire la guerre et, le 25 avril, ils ont mené une opération qui les a peut-être davantage émus que d'habitude. Dès lors, pour une période prétendument «temporaire», les ministres ou les hommes politiques ont appris à exercer des fonctions publiques.

Un an après le coup d'État, naturellement soutenu par l'ensemble de la population, les militaires antifascistes, certains plus que d'autres, aimeraient être considérés comme les membres d'un mouvement de «libération nationale», plutôt que comme des militaires au sens strict qui attendent les ordres des politiciens dans les casernes où ils sont cantonnés.

Pour les antifascistes civils et militaires qui, depuis un an, gèrent la diplomatie, la politique et maintenant l'économie portugaise, l'évolution de leurs fonctions a tendu vers une bureaucratisation nécessaire. Dans ce sens, peut-être, leur expérience se trouve exactement à l'opposé de celle de la population portugaise, en particulier de la population urbaine, qui a découvert, avec le 25 avril, la possibilité de luttes plus avancées et plus libres, plus ouvertes.

LES ÉLECTIONS NATIONALES

Une des revendications clés de l'opposition antifasciste durant des décennies – des «élections libres» – se concrétise enfin chez nous ; nous allons donc découvrir la civilisation de la représentation «démocratique» populaire, grâce à laquelle les citoyens élisent civiquement, pour gérer les instances de l'État, les divers agents légaux de l'exploitation salariale et de l'oppression qui l'accompagne.

Du point de vue de la classe prolétarienne (de ceux qui possèdent simplement une force de travail salariée), le vote dans ces conditions est une aliénation, puisque le prolétaire se dissout dans la catégorie illusoire des *citoyens*, qui sont «égaux» devant la loi, selon l'État et son ordre (par définition classistes) : cette *égalité* est une aliénation, une tromperie. L'État n'est rien de plus qu'un vaste comité de gestion de la société de classe moderne. Sa fonction, pacifique et violente, est de défendre les fondements de cette société : ceux de la production de la vie actuelle.

La question des élections au niveau de l'État fait partie de toute la mystification de l'État et de la société de classe qu'il incarne. Dans le processus électoral actuel, la liberté n'a pas de place pour ceux qui ne croient pas en sa nature démocratique et la contestent. Ainsi, le vote n'est pas obligatoire, mais «*l'absence d'exercice du droit de vote détermine l'inéligibilité à l'Assemblée législative, aux organes administratifs ou aux organes directeurs de tout organisme public pendant un an après l'élection de l'Assemblée constituante*» (article 84 de la Loi électorale). Et toute la propagande vise à imposer idéologiquement le vote comme un devoir civique (les élections ne peuvent être remises en cause ou dénigrées).

D'un autre côté, pour ce qui concerne le résultat des élections, si l'on en croit l'attitude adoptée par le Conseil de la Révolution, il apparaît comme étant déjà établi : le Conseil a non seulement affirmé que, quel que soit le résultat des élections, son programme et ses orientations devront être pris en compte par les partis politiques, mais en plus il leur propose de reconnaître sa fonction d'avant-garde ou de garant du processus actuel – l'Assemblée constituante se bornant à ratifier leurs décisions. Cela signifie que le MFA ne peut pas quitter le pouvoir. Il se considère et veut être considéré comme le représentant du peuple par excellence ; il ne veut nullement déléguer la gestion de l'État à ce qu'on appelle la «société civile». (Cette attitude est d'ailleurs «normale», puisque c'est le MFA qui a provoqué la révolution politique de l'État.) Cela signifie également que la centralisation étatique est un processus irréversible. Soutenu techniquement et fonctionnellement par les cadres des différents partis gouvernementaux, le MFA est (et reste) le centre du pouvoir de l'État.

Pourquoi, alors, le parti militaire dirige-t-il le processus de reconversion de la société capitaliste au Portugal ? Sans aucun doute, parce qu'il offre les meilleures garanties pour les fondations de cette société : la force matérielle du parti militaire garantit le maintien du mode de production capitaliste, facilité par le crédit que ce parti a acquis depuis le 25 avril 1974 auprès de la population. Le vote que le MFA parraine et demande aujourd'hui à la population ressemble donc à une facture qu'il nous demande de régler pour payer la libération politique mise en place l'année dernière. Dans l'univers mercantile, tout a un prix.

UN SOUTIEN POPULAIRE ET INTERNATIONAL

Au niveau international, il est également important que des élections aient lieu ; leur non-convocation reviendrait à donner, à de larges secteurs dominants de l'opinion extérieure, une vision peu encourageante de la démocratie au Portugal et démontrerait publiquement que ce régime n'est rien de plus qu'une dictature militaire.

Parce que le système capitaliste, au Portugal, réfléchit une situation peu enviable : une situation internationale de crise dans le fonctionnement de l'économie ; le manque d'investissement de capitaux ; le chômage ; la fuite des capitaux «nationaux» et internationaux vers l'étranger (fuite qui obéit à la logique immédiate de la valorisation, ici menacée) ; l'absence de contrôle d'un grand nombre de salariés par l'État.

La spécificité du processus électoral portugais est fondamentalement liée à la situation internationale. Au Portugal, le capitalisme ne peut se permettre le luxe de connaître une certaine instabilité dans les orientations politiques, instabilité provoquée par le jeu traditionnel des partis dans les autres pays européens. Au contraire, il exige l'intervention d'un pouvoir étatique inflexible.. D'autre part, la situation internationale conditionne aussi les options des États : les investissements sont loin de pleuvoir de l'Europe occidentale ou des États-Unis ; le Portugal n'a pas la capacité de rivaliser avec les principaux pays de la Communauté économique européenne (CEE) et de l'OCDE. Sa capacité d'être compétitif, au niveau des échanges commerciaux (des flux de marchandises) et des relations commerciales en général sera plus importante par rapport aux pays du «tiers-monde», dont le faible niveau technologique leur permet d'acheter des biens produits au Portugal, et d'exporter, à leur tour, des matières premières énergétiques que notre pays ne possède pas.

Les élections permettent donc au peuple d'approuver ce processus (comme le prouve le nombre d'individus inscrits sur les listes électorales, même si le vote est obligatoire). Bien sûr, les salariés les plus exploités (ceux dont le salaire est juste suffisant pour survivre) risquent d'accomplir cet acte civique en partageant une dose notable d'illusions. Mais elles sont le résultat de la situation réelle générale : il n'existe pour le moment aucune solution alternative susceptible de s'opposer à l'organisation sociale du salariat ; aucun mouvement social prolétarien qui affronte et défie la vie aliénée des travailleurs. En l'absence d'un tel mouvement social, l'instance politique domine et se matérialise aujourd'hui dans le processus d'élection des agents de l'État, des législateurs, des rapports capitalistes d'existence. La normalité du processus électoral reflète la faiblesse du prolétariat, le fait qu'il ne se révolte pas contre la production actuelle de la vie.

DEUX EXEMPLES

Lorsque les travailleurs élisent une commission d'entreprise, les électeurs exercent un contrôle direct sur les élus ; par contre, si l'on observe l'élection des agents de l'État, la différence est exemplaire : dans le premier cas, les électeurs dominent le processus de décision parce qu'ils en sont les initiateurs et qu'ils déterminent directement son mode de fonctionnement ; dans le second cas, le processus leur est imposé par un élément extérieur (l'État) qui le détermine et le régit, et donc le résultat leur échappe nécessairement. Le résultat d'une élection est déterminé par le pouvoir qui l'organise – et la contrôle.

Nous voyons ici la différence entre, d'un côté, la démocratie ouvrière, l'auto-organisation des travailleurs, et, de l'autre, la démocratie de l'État, expression de la société dominante.

Le combat à mener va bien au-delà de nos actions actuelles : il s'oppose non pas seulement aux formes mais aussi aux fondements de cette société basée sur l'esclavage salarié ; il implique, à notre sens, une critique de tous les pouvoirs séparés, de toute représentation «démocratique», dans laquelle les travailleurs sont empêchés d'intervenir directement et qui sont donc une tromperie, une mystification organisée.

Nous avons vérifié cette réalité durant pratiquement tout le processus de la lutte de classe qui se déroule au Portugal depuis un an maintenant. Le coup d'État du 25 avril a donné lieu à d'innombrables petits «coups d'État» dans tout le pays. Partout, dans les départements, les ateliers, les bureaux, les syndicats, les universités et les lycées, la chasse au fascisme a été ouverte – afin que

les «*démocrates et antifascistes convaincus*» accèdent aux postes laissés vacants ; et, dans cette nouvelle ère, ils ont assumé des fonctions qui ne pouvaient qu’être les mêmes, parce que le mode de production était resté le même. Ainsi, partout, si la révolution n’était pas permanente, les (petits) coups d’État, eux, l’étaient. Tel est, en fin de compte, le résumé du processus politique portugais depuis un an: la plupart du temps, il s’est arrêté à l’étape inaugurée par le «coup d’État» d’avril 1974. Mais un coup d’État restera toujours un mensonge, une illusion, s’il ne va pas jusqu’au bout de son programme.

LE CHANGEMENT : LE CAPITALISME D’ÉTAT

Après le 11 mars 1975, avec la mort lente du capitalisme privé, nous pouvons donc dire que le pouvoir de l’État a fini par se concentrer fondamentalement dans ces deux forces : le MFA et le PC. Il est très important de souligner que ces deux structures pyramidales, dans leur logique et leur fonctionnement internes, dans les décisions politiques qu’elles prennent, échappent au contrôle de la base. Le caractère commun de ces deux structures est accentué par le fait que leurs centres de décision sont constitués d’hommes qui, depuis de nombreuses années, sont des fonctionnaires ; issus soit de l’armée portugaise, soit du Parti communiste, ils ont été façonnés, au cours de leur carrière dans la hiérarchie de ces deux appareils, par cette même hiérarchie et la discipline qui en est inséparable.

Nous nous trouvons donc face à deux forces dont les dirigeants sont (par leur formation et leur origine sociale) des castes séparées de la population. Certains sont des fonctionnaires de l’État portugais, d’autres appartiennent à une organisation privée qui se bat pour contrôler l’État en transformant ses permanents en fonctionnaires.

Indépendamment des résultats apparents de ces élections, le processus dans lequel nous sommes déjà entrés est celui de la domination du capitalisme d’État. Le fait que ce processus soit soutenu par des exploités remplis d’illusions n’enlève rien à la réalité qui prévaut : le mode de production n’a pas été modifié, seulement sa forme. Suite à ce changement, les salariés n’ont fait que changer de patron.

Le choix qui nous est proposé, entre capitalisme privé et capitalisme d’État (ce dernier étant présenté par ses mentors pour ce qu’il n’est pas, à travers la mystification de la «voie socialiste»), nous fournit encore une indication sur la faiblesse du mouvement social prolétarien, qui n’a pas la force de contester le rôle auquel les travailleurs continuent d’être relégués : celui d’une simple force de travail aliénée. Cependant, la démagogie et la mystification ne suffiront pas à masquer la vie réelle qui continuera à être vécue par les prolétaires soumis à l’exploitation salariale et à l’oppression qui est liée.

Les élections aboutiront certainement à une approbation populaire du capitalisme d’État. Mais nous nous insurgons dès maintenant contre cette approbation, sans craindre de défendre des positions minoritaires. Pour les prolétaires, pour ceux qui ne possèdent qu’une seule marchandise, leur force de travail, changer de patrons n’est pas un progrès. La seule solution alternative humaine à la société actuelle est la révolution sociale. En effet, tous les changements qui concernent uniquement les formes d’imposition du travail salarié n’affectent ni l’État ni la société de classe qui en est indissociable.

**NI CAPITALISME PRIVÉ, NI CAPITALISME D’ÉTAT !
LUTTE POUR LE COMMUNISME !**

CHRONOLOGIE

11 avril. – Les bureaux de l’Epul (Empresa Pública de Urbanização de Lisboa) sont occupés par les employés.

Les chauffeurs de taxi de Setúbal décident de faire grève à partir du 12 avril. Ils exigent le paiement des congés depuis 1974, la satisfaction de leurs revendications présentées en février 1975 et la fin des contrats à temps partiel.

Les 20 travailleurs de l’entreprise Roliartis (antiquités) continuent d’occuper les locaux de l’entreprise (les bureaux à São Pedro de Sintra, la menuiserie à Rio de Mouro et l’atelier à Lisbonne) pour essayer de mettre un terme à une situation qui dure depuis le mois de septembre.

[12 avril

Les travailleurs de Soponata (navires-citernes) réclament la nationalisation de l’entreprise.

Les travailleurs de la maison d’édition Prolivro-Bertrand occupent les bureaux de l’entreprise depuis le mois de mars : ils réclament le paiement de commissions tout en dénonçant les énormes bénéfices de la maison d’édition.

Les petits agriculteurs de la coopérative du Divor, à Évora, occupent les locaux afin de garantir un financement pour leur campagne en cours.

Des habitants du quartier lisboète de Lumiar occupent des propriétés afin de profiter et d’améliorer les espaces vacants.

Les travailleurs de la laine, du textile et de la confection (environ 5 000 personnes) manifestent à Porto et à Covilhã, afin de lutter pour une nouvelle convention collective et pour la fin des négociations avant les élections. À Covilhã, après la manifestation, les patrons reconnaissent le droit au repos le samedi, imposé dans la pratique par les travailleurs qui avaient déjà cessé de se présenter au travail ce jour-là. Une grève du zèle est convoquée cette semaine, dans tout le pays, et se traduit par une pause quotidienne de 30 minutes afin de mettre en pratique la semaine de 40 heures (de 5 jours).

13 avril. – Les habitants des quartiers pauvres de Ponta Delgada (capitale de l’île de São Miguel, aux Açores), qui vivent dans de très mauvaises conditions, occupent les bâtiments appartenant à l’assurance sociale, construits et inoccupés depuis un an. Les forces armées interviennent.

A l’appel du Syndicat des travailleurs agricoles du district de Beja, plus de 15 000 travailleurs demandent l’expropriation des grands latifundia et réclament des mesures pour lutter contre le chômage.

15 avril. – Des habitants d’Albernoa occupent les maisons appartenant à deux grands propriétaires terriens, inhabitées depuis vingt ans, afin d’y installer le siège du Syndicat des travailleurs agricoles, une garderie populaire et une infirmerie.]

15 avril. – Le Conseil de la révolution décide la nationalisation des principaux secteurs de l’économie portugaise: la production d’énergie électrique, les transports ferroviaires, maritimes et aériens (la TAP), les compagnies pétrolières. Il nationalise également l’entreprise Siderurgia Nacional*, met à l’étude la nationalisation d’autres branches comme les mines, la chimie, la construction navale, les tabacs, les transports urbains, etc. Les capitaux étrangers ne sont pas touchés.

Dans le cadre de la réforme agraire, il est prévu d’encourager à la formation de coopératives dans le nord du pays, et dans le sud, d’exproprier des propriétés de plus de 500 hectares, et pour les terres irriguées, de plus de 50 hectares.

Un plan d'austérité prévoit le blocage de certains prix et la fixation de salaires maxima.

[18 avril. – Les 700 travailleurs de Rolsol (confection) occupent l'usine pour garantir l'activité régulière de l'entreprise et, par conséquent, leurs emplois. La lutte a commencé en décembre 1974, en raison du non-paiement de la prime de Noël.

Les travailleurs de l'usine Sociedade de Parafusos Florescente (boulons, écrous, vis), à l'est de Lisbonne, mettent en pratique, depuis le mois de mai, leur programme de revendications. Ils finissent par occuper l'usine et monter des piquets de grève pour empêcher le directeur d'entrer dans l'usine.

19 avril. – La commission de travailleurs de la CUF occupe le siège du groupe.

23 avril. – Occupation d'une propriété pour y installer la coopérative agricole Torre Bela, à Aveiras de Cima.

Les 40 travailleurs de Carlos Dunkel & Filhos (importation et commercialisation de matériel de bureau), à Porto, occupent l'entreprise devant la faillite imminente (pour mauvaise gestion) et les licenciements collectifs à venir.

25 avril. – Les travailleurs de Transul (société de transport) à Cacilhas décident d'occuper l'entreprise à cause du sabotage économique.

Les travailleurs de Saprel et de Corame occupent l'usine de Saprel. Ils exigent des mesures d'assainissement financier de Corame, avant d'autoriser la nationalisation.

Les travailleurs de l'entreprise de confection Tarmiton (Candidinha Junior) occupent l'usine et interdisent au patron d'entrer jusqu'à ce que le droit au travail soit garanti pour tous et que les salaires leur soient versés.]

25 avril — 6 millions d'électeurs votent pour les députés à l'Assemblée Constituante, dans le cadre d'un scrutin de liste à la proportionnelle. La participation électorale est forte (91%). Les deux vainqueurs de l'élection sont le Parti socialiste (37%), implanté dans tout le pays, et le Parti populaire démocratique, centriste (26%). Le PCP récolte seulement 12% des voix, surtout dans le sud⁵.

Éditorial du 25 avril 1975 (*Combate* n° 22)

I – LE TRAVAIL SALARIÉ

Nous pouvons commencer par caractériser cette violence sur laquelle repose l'ordre dit démocratique au niveau de la production. Il importe peu que l'État se substitue désormais aux patrons par le biais de nationalisations et d'autres mesures de ce type. La violence du travail salarié est la même. La situation de ceux qui doivent produire des marchandises pour survivre reste identique, que l'oppression soit exercée par l'État des patrons ou par les patrons de l'Etat-patron. Le mode de production capitaliste, surtout dans sa phase actuelle, se caractérise par la subordination forcée des travailleurs aux machines qui servent à produire des marchandises. La force vive du

⁵ Si le rapport de forces électoral ne se traduira pas immédiatement dans la composition du gouvernement au lendemain du 25 avril 1975, avec le recul historique, on peut dire que la victoire électorale du PS et du PPD marque le début du déclin de l'influence du PC et de la prétendue «gauche militaire» à la tête de l'État. Mais cela n'apparaîtra pas tout de suite puisqu'une intense bagarre politique éclatera au sein du MFA, accompagnée par les vagues hésitations du PCP et une pression de plus en plus forte des socialistes et de la droite dans les rues jusqu'au 25 novembre 1975 (*NdT*).

travail vivant, la force vitale du travailleur est mise au service de l'économie du Capital : nous vivons pour produire au lieu de produire pour vivre. Cette réalité s'exprime de manière presque instinctive dans des phrases courantes comme celles-ci : «*Aimes-tu ton travail ? – Si je l'aimais, ce ne serait plus du travail !*», ou encore ou «*Travailler plus, c'est vivre moins*», et ainsi de suite. La violence du travail salarié est la suivante : afin de survivre, nous devons travailler pour quelqu'un d'autre et renoncer à vivre librement. Le contrat par lequel le travailleur «s'entend» avec son employeur ou avec l'État pour fixer le prix de sa journée dissimule la réalité de la production capitaliste fondée sur le travail forcé.

Forcé, ce travail l'est aussi dans tous ses aspects concrets et quotidiens : la machine impose sa cadence à l'ouvrier ; celui-ci sert la machine ; et la machine (ou les instruments de travail en général) le consomme. L'outil, qui pourrait être une pierre à peine travaillée, devient, lorsqu'il est inventé, le prolongement de la main du producteur. Mais, sous le salariat, les producteurs deviennent des extensions de l'outil, ses serviteurs.

II – LA MISERE QUOTIDIENNE

A une certaine époque, les ouvriers écrivaient sur les murs de l'usine : «*Ici finit la liberté.*» Aujourd'hui, on ne voit plus souvent ces inscriptions et on nous raconte que beaucoup de choses auraient changé au sein des entreprises. Mais si cela est vrai, il est également de plus en plus difficile de distinguer où commence et où finit la domination de l'usine. En fait, l'ordre de l'entreprise règne sur l'ensemble de la société et est imposé par la violence organisée. En dehors de l'usine, la violence du Capital nous apparaît partout, et, si nous ne savons plus la distinguer clairement, c'est parce que nous nous sommes habitués à elle, dans toutes ses dimensions. Elle se trouve dans les transports, dans les heures inutiles passées dans les files d'attente des bus et des cars, dans les distances entre notre maison, notre lieu de travail, l'école de nos enfants, l'endroit où vivent nos amis. Cette violence est dans le logement où nous vivons, payé au centimètre carré, construit par le travailleur pour le Capital – et non pour le travailleur. Elle est dans les villes conçues pour les automobiles et pour le transport de ce bétail salarié, bétail salarié auquel nous sommes plus attachés qu'un chien à sa laisse ou une mule munie d'œillères à sa noria. La violence est dans les magasins qui nous vendent les miettes qu'ils nous abandonnent en échange de notre travail ; en stock, ils possèdent toujours infiniment plus de marchandises que ce que nous pourrions acheter, quel que soit ce que nous arrivons à vendre dans l'entreprise ; nous en ramenons presque toujours infiniment moins que ce dont nous avons besoin ; et enfin, comme nous l'avons déjà dit, les miettes qu'ils nous abandonnent sont censées justifier tout ce à quoi ils nous obligent. Car, même lorsqu'il nous reste un peu d'argent, à quoi cela nous sert-il sinon à acheter des objets rapidement hors d'usage, ou inutiles ? Et nous subissons encore une autre violence indissociable du travail salarié : pour certaines choses, nous devons en produire plus que nécessaire, et pour d'autres, moins que nécessaire ; ainsi, même le travailleur qui gagne un peu mieux sa vie (ou réside dans un pays où le niveau de vie est plus élevé) continue toujours à travailler de la même manière, contre lui-même, afin de pouvoir acheter quelques objets inutiles supplémentaires.

La violence est également présente à l'école primaire, dans les établissements techniques, les écoles professionnelles et les lycées. Elle est présente à la télévision, à la radio et dans les journaux qui décident de ce que nous pouvons savoir, penser et choisir. La violence réside dans l'imbécilité des prétendus divertissements durant les prétendus loisirs pendant lesquels nous essayons de nous étourdir (certains avec du vin, d'autres avec des films réalisés à la chaîne, etc. Et ce une fois que le travail nous a totalement brisés, qu'il ne nous a laissé ni tête ni corps ; il ne nous reste plus qu'à nous évader en pensant que le lendemain ressemblera au jour suivant et ainsi de suite jusqu'à la mort ;

incapables de faire autre chose que de regarder les mensonges que d'autres ont fabriqués, nous admirons des héros à cheval ou en bateau alors que, mal assis et privés d'espace, nous laissons s'écouler les images de la télévision et notre vie.

Tout cela, et bien plus encore, découle du travail salarié, reproduit l'ordre qui règne dans l'entreprise. Mais il ne s'arrête pas là. Ce qui se passe au travail ne se reflète pas seulement dans le prétendu temps libre. Il organise le temp «libre» qui reste après celui passé dans les transports, à faire les courses de la journée, etc., afin que nous soyons tous de «bons travailleurs» et de bons citoyens – c'est-à-dire que nous continuions à accepter la même chose tous les jours, à nous convaincre que ce qui est bon est bon, et que ce qui n'est pas bon, nous ne pouvons pas le changer, ou ne savons pas comment le faire.

III – POLICE ET ARMÉE : LES MONOPOLES DE LA VIOLENCE

De même que les monopoles des grands capitalistes, ou le monopole de l'État devenu étalon universel, sont des monopoles du Capital, de même, la police et l'armée sont les monopoles de la violence. Ils sont les grands garants de l'ordre public ou même «démocratique» tant vanté, dont les gouvernants et les patrons ne peuvent se passer. En effet, lorsque, en dépit de tout ce que nous avons résumé dans les points précédents, les gens se révoltent ou décident de leur propre sort (collectivement ou individuellement), ces deux institutions se présentent devant nous pour rétablir «l'Ordre», avec leur arsenal de matraques, de mitrailleuses, de chiens policiers, de prisons, de tribunaux et autres instruments.

L'État tout entier est l'État d'une classe, avec sa police et son armée professionnelle. Il appartient à une classe qui administre, gouverne et planifie l'activité des autres – les travailleurs – et en vit, perpétuant ainsi son pouvoir. Aujourd'hui, au Portugal ils veulent nous convaincre que l'armée défendrait spécialement les travailleurs et le peuple en général ; qu'elle se serait transformée d'une arme du Capital en une arme anticapitaliste ; et que, par conséquent, puisque cette armée défend les travailleurs et nomme les gouvernements qui gèrent le pays «en faveur des travailleurs», il serait juste qu'elle conserve son pouvoir et que les travailleurs la comblent de remerciements. Mais que veut dire «gouverner en faveur des travailleurs» ? Aucun gouvernement ne défend les travailleurs à moins que ces derniers ne maîtrisent tout ce qui les concerne, en supprimant les classes qui vivent du contrôle de leur travail. Par conséquent, quand une armée possède le monopole des armes, le monopole des moyens de la violence, les travailleurs sont désarmés et dépendants. Ainsi, les militaires qui prétendent gouverner «en faveur des travailleurs» ne monopolisent pas seulement les armes – l'État a le monopole légal de la violence – mais aussi la prétendue défense des intérêts des exploités.

En d'autres termes, ils prétendent connaître les intérêts du peuple mais, si nous pensons avoir des intérêts différents de ceux qu'ils nous prêtent, leurs armes sont là pour défendre «les intérêts des travailleurs», éventuellement contre les travailleurs eux-mêmes. Cela ne signifie pas que l'armée portugaise ne compte pas des militaires sincèrement anticapitalistes, mais les armes ne peuvent défendre les travailleurs que lorsqu'elles se trouvent entre leurs mains. De même qu'aucun parti ne peut exercer le pouvoir «en faveur» des travailleurs sans leur enlever le pouvoir qu'il exercera sur eux en leur nom, en remplaçant les anciens patrons et politiciens ; de même aucune «armée populaire», y compris celles que les organisations d'extrême gauche opposent au MFA, n'équivaudra jamais à l'armement général des travailleurs sans uniforme. Une armée régulière et professionnelle, composée de militaires professionnels, constitue toujours une menace pour le peuple. D'un autre côté, transformer une demi-douzaine de travailleurs en soldats ne résoudra pas le problème. Dans une démocratie ouvrière, dans une société où le pouvoir appartient aux travailleurs,

personne n'est soldat à plein temps – tous les travailleurs jouissent d'un égal accès aux armes, ils sont également armés dans leurs entreprises et dans leurs quartiers.

Mais il est clair que cette transition ne se fait pas par décret, et qu'elle ne s'accomplira pas non plus en un jour. Ce processus commence maintenant, et il a déjà commencé : soit il se poursuivra jusqu'à son terme, soit il se terminera par l'écrasement de toute démocratie parmi les travailleurs.

IV – LA VIOLENCE RÉVOLUTIONNAIRE

Le 28 septembre 1974 et le 11 mars 1975, après les grandes mobilisations populaires dans les rues, les différentes organisations «ouvrières» ont sans cesse répété que les travailleurs «*avaient écrasé la réaction*» à mains nues. Ces énormités doivent être démenties. Spínola et les autres ont échoué dans leurs coups d'État, parce que le MFA les a combattus puis liquidés en employant ses moyens militaires,. Les travailleurs sont restés désarmés comme auparavant, ils n'ont quasiment rien «écrasé», et, après ces coups d'État ratés, ce n'est pas leur pouvoir qui s'est renforcé mais celui du MFA.

Il y a eu, cependant, quelques exemples épars de violence révolutionnaire : nous ne devons pas les considérer comme des «recettes» mais ils pointent dans la bonne direction, à notre avis. À Setúbal et Barreiro, par exemple, les masses se sont organisées de manière autonome et ont remplacé la police pour garantir la sécurité locale. Dans d'autres endroits, pour bloquer les routes, les travailleurs ont apporté des matériaux lourds, des armes improvisées et des barrières, afin d'assurer le contrôle local de la situation. Mais ces exemples ont été éphémères. Après l'écrasement des deux coups d'État de droite [28 septembre 1974 et 11 mars 1975], cette auto-organisation s'est désarmée elle-même et l'«*ordre démocratique*» – tel que «garanti» par la police et l'armée – a repris plus ou moins rapidement ses droits. Maintenant, si le communisme se construit chaque jour et non lors d'une nuit de lutte finale et définitive, il faut souligner que ces formes et d'autres formes d'auto-organisation doivent être aussi quotidiennes dans leur lutte contre le Capital que la subordination de toute notre vie au Capital (comme nous l'avons vu au début de cet éditorial). Le communisme, c'est le pouvoir des travailleurs, la gestion collective de la production, la subordination de l'économie à l'activité (et au repos) des producteurs, au lieu de la subordination de l'activité, de la vie des producteurs à l'économie. Le communisme ne se développe donc pas à l'occasion de grandes dates officielles mais dans la vie quotidienne, au fur et à mesure que les travailleurs autoorganisent leurs luttes, leurs loisirs, leur activité quotidienne, par le biais d'une coopération égalitaire et démocratiques.

Le pouvoir des travailleurs ne se confond pas avec le pouvoir que les partis militaires ou civils (ou les deux ensemble) prétendent exercer en leur nom (et pour lequel ils se disputent féroce, comme nous avons pu le constater avec les querelles partidaires dans ce pays). Ce pouvoir passe par l'armement généralisé des travailleurs en tant que travailleurs, au niveau de leurs lieux de production et d'habitation. Il passe donc par le renforcement de leurs relations avec les comités et conseils de soldats dans les casernes. Il passe par la résistance déterminée à la violence des oppresseurs, qu'ils soient anciens ou nouveaux. Il passe – il est passé – par le détournement des stocks des usines qui sont en autogestion et qui ont expulsé les patrons ; il passe par les occupations de terres par les paysans, fusil de chasse à la main ; il passe par les grèves sauvages (ou non) gérées démocratiquement par la base qui les déclenche ; il passe par le remplacement d'une société organisée du haut vers le bas, par la force d'une classe regroupée et d'une société organisée, autogérée par ses producteurs, sans armée, sans police, sans État.

On raconte qu'un révolutionnaire français, Duval, tira sur un policier qui lui avait dit : «Je vous arrête, au nom de la Loi» en répondant : «Et moi, je vous réprime au nom de la Liberté.» Toute

réponse violente à l'oppression d'un État policier et militariste relève évidemment de la légitime défense. Mais il appartient à tous ceux qui luttent contre le salariat et pour le communisme de décider et de construire les formes dans lesquelles cette riposte sera la plus efficace et aura le plus de chances de gagner. Et sur ce point, il est clair que seuls ceux qui sont concrètement engagés dans la lutte, dans le temps et dans l'espace, peuvent en juger et en décider.

GLOSSAIRE

Alves de Brito, Vitor Manuel (1935-2011) : capitaine engagé dans les guerres d'Angola et du Mozambique, il est membre du MFA et l'un des rédacteurs de son programme. Ministre dans les 2^e, 3^e et 6^e Gouvernements provisoires⁶. Membre du Conseil des Vingt et porte-parole du Conseil de la Révolution, il est l'un des signataires du «Document des Neuf» contre «l'Alliance Peuple/MFA» prônée par le PC et la prétendue «gauche» militaire.

Angola : colonisé par l'Empire portugais dès 1575, ce pays fut une des plaques tournantes du commerce d'esclaves. Il devint une «province ultramarine» en 1951 et la guerre d'indépendance y commença en 1961.

Boxers, révolte des : «[...] au-delà de leur xénophobie, les Boxers s'inscrivent dans une filiation millénaire : celle des révoltes paysannes, qualifiées de jacqueries en Europe, qui ont scandé l'histoire de l'empire du milieu ; celle du millénarisme bouddhiste [...]; celle des sociétés secrètes [...]. Le mysticisme patriote est donc au cœur de l'idéologie boxer, les combattants usant même de rituels ou de transe censés les rendre invulnérables [...]. Le recrutement des Boxers s'est néanmoins pratiqué majoritairement dans la paysannerie pauvre et chez les exclus de la société. [...] leur mouvement participa d'une coagulation et d'une maturation d'un véritable nationalisme chinois, qui allait s'épanouir au XX^e siècle. Il mit également un frein définitif aux désirs des Européens de partage du territoire chinois, de par les réactions violentes qu'une telle mise en pièces aurait risqué de déclencher. Plus étonnant, voire paradoxal, le choc subi par le pays suscita une adhésion majoritaire à l'impulsion d'un processus de modernisation, conduit par Cixi jusqu'à sa mort en 1908, seul moyen de mettre fin à la faiblesse chronique de la Chine. Enfin, cette révolte des Boxers alimenta le fantasme du "péril jaune", qui s'imposa dans une partie de l'opinion publique occidentale à compter de la fin du XIX^e siècle⁷.»

AOC (Aliança Operária-Camponesa) : groupe maoïste, issu de diverses scissions groupusculaires, et dont les origines lointaines remontent au CMLP qui fut créé, dans l'émigration, en Belgique en 1964. violemment anticomuniste après le 25 avril, l'AOC se présenta aux élections législatives en 1976 et 1980, et se transforma en Partido Trabalhista en 1979, pour disparaître quelques années plus tard. Son ex-dirigeant (Heduíno Gomes) a très mal fini puisqu'il est aujourd'hui au PSD, et appartient au courant le plus à droite de ce parti réactionnaire.

Brito, Jorge de (1927-2006) : banquier, spéculateur, homme d'affaires, collectionneur d'art et directeur d'un club de foot (Benfica), il joua beaucoup avec des capitaux qu'il n'avait pas, ce qui explique sans doute pourquoi sa banque (le Banco Intercontinental Portugês) fut mise sous tutelle avant même la nationalisation des autres établissements bancaires. L'entreprise Brisa qu'il fonda en 1970 construisit des kilomètres d'autoroutes avant d'être nationalisée en 1975 puis reprivatisée au profit du groupe José de Mello en 1997.

Cabinda : enclave située au nord de l'Angola, entre les deux Congos, où existaient trois mouvements de libération refusant de faire partie de l'Angola. Ces mouvements, qui fusionnèrent dans le FLEC (avant que celui-ci ne scissionne), étaient financés et soutenus par la France et le Zaïre en raison des intérêts pétroliers d'Elf-Erap (société qui sera absorbée par Total en 1999). Cette

⁶ Il y aura en tout six Gouvernements provisoires : le premier du 16 mai 1974 au 11 juillet 1974 ; le deuxième du 12 juillet 1974 au 30 septembre 1974 ; le troisième du 30 septembre 1974 au 26 mars 1975 ; le quatrième du 26 mars 1975 au 8 août 1975 ; le cinquième du 08 août 1975 au 19 septembre 1975 ; et le sixième du 19 septembre 1975 au 23 juin 1976

⁷ <https://dissidences.hypotheses.org/traces-du-passe-et-ombre-portee-images-recits/la-revolte-des-boxers-ou-le-persistant-fantasme-du-peril-jaune> .

région, encore occupée par l'armée angolaise, produit 60% du pétrole du pays, et la paix n'y est toujours pas assurée.

Caetano, Marcelo (1906-1980): «*Juriste issu de la faculté de droit de Lisbonne, Caetano dirigeait le courant réformiste qui était apparu et s'était affirmé au sein du régime à partir de la crise qui commença après 1945. L'arrivée au pouvoir de Caetano [il était ministre des Colonies quand il devint président du Conseil en 1968] suscita des espoirs chez beaucoup de Portugais : ceux-ci crurent en une évolution progressive du régime vers une démocratie libérale. Le successeur de Salazar avait compris que, pour se maintenir, le pouvoir devait absolument engager des réformes, comme en témoignèrent ses propositions en tant que ministre de la Présidence, notamment celles de supprimer la censure préalable de la presse, de mener une politique de développement accélérée et de s'ouvrir aux pays étrangers.*» (Mendes Abadia, 2010). Mais, incapable de mettre fin aux guerres coloniales, il fut renversé le 25 avril 1974.

Cap-Vert : archipel d'îles au départ inhabitées, situées à la hauteur du Sénégal et de la Mauritanie. Première colonie portugaise en Afrique au XV^e siècle, elle sert de base pour la traite des esclaves et le commerce triangulaire. Elle devient une «province maritime» du Portugal en 1951 afin d'essayer de bloquer tout processus d'indépendance. A partir de 1980, la République du Cap-Vert se sépare de la Guinée-Bissau.

Carvalho, Otelo Saraiva de (1936-2021) : sous-lieutenant puis capitaine en Angola, puis en Guinée Bissau sous les ordres du général Spínola, il est un spécialiste de la propagande et de la contre-insurrection. Idolâtré par une grande partie de l'extrême gauche portugaise et internationale, Otelo Saraiva de Carvalho, fut le coordinateur technique du coup d'État du 25 avril 1974 puis le chef du COPCON (Commando opérationnel du Continent) qui contrôlait la région de Lisbonne et intervint à plusieurs reprises contre des grèves. Membre du Conseil de la Révolution, il fut arrêté à deux reprises après le coup d'État du 25 novembre 1975 pendant 40 puis 20 jours par le gouvernement du socialiste Mário Soares. Il se présenta aux élections présidentielles en 1976 où il obtint 15% des voix (soit le double de celles du PCP) mais seulement 2 % des voix en 1980 avec le FUP (Front d'unité populaire) qu'il venait de créer. Arrêté en 1985, il fut condamné à 15 ans de prison en 1987 pour les liens supposés entre le FUP et les actions d'un groupuscule, les Forces populaires du 25 avril qui organisa quelques dizaines d'attentats et d'attaques de banques durant les années 80. Il passa cinq années en taule puis fut amnistié en 1996.

CCR : Selon Wikipedia en portugais, «*Les Comités communistes révolutionnaires (marxistes-léninistes), ou CCR, sont nés en 1970 d'une scission du CMLP, la première organisation maoïste portugaise [...]. À l'intérieur du pays, les CCR exercèrent leur plus grande influence, entre 1970 et 1973, principalement, mais pas exclusivement, à partir de l'Instituto Superior Técnico. Les CCR étaient également présents dans plusieurs secteurs ouvriers, notamment dans les ateliers de Carris (la société de transport public de Lisbonne), dans l'usine Standard Electric à Cascais et dans d'autres à Queluz-Amadora. Les CCR se caractérisaient par une propension à une élaboration théorique complexe, considérée comme d'inspiration trotskiste par de nombreux opposants, et par la priorité accordée à "l'établissement" [l'embauche en usine] des étudiants qui constituaient l'organisation. En août 1972, la police politique du régime fasciste portugais commença à démanteler l'organisation ; les arrestations qui atteignirent leur apogée en décembre 1973, avec l'emprisonnement de deux de ses dirigeants [...]. Toutes les personnes arrêtées dénoncèrent, sous la torture, des camarades, ce qui entraîna une chaîne d'arrestations. Suite à ces coups, à des désaccords sur l'orientation suivie au Portugal et sur l'évolution de la ligne politique du PC chinois, les CCR finirent par se dissoudre dans les premiers mois de 1974.*» Une partie du groupe se reconstitua brièvement pour rejoindre ensuite

l'UDP, que l'on retrouve aujourd'hui dans le Bloc de Esquerda, parti d'extrême gauche parlementariste

CDE (Comissão Democrática Popular) ou MDP (Movimento democrático popular) : organisation fondée en 1969 pour participer aux élections législatives. Elle se transforme en parti et participe aux cinq premiers Gouvernements provisoires (de 1974 à 1975). Alliée au PCP jusqu'en 1986, elle s'en sépare et, après quelques péripéties, finit par former le Bloc de Esquerda en 1994 avec l'UDP maoïste et le PSR trotskiste.

CDS : le Partido do Centro democrático social (aujourd'hui Partido popular) est créé en juillet 1974 et participera à plusieurs gouvernements de coalition jusqu'en 2015. Plus influent dans le Nord que dans le Sud, ce un parti conservateur de droite est formé par des technocrates du régime salazariste qui ont su à la fois en prendre en marche le train du 25 avril mais aussi ne pas se compromettre avec la manif de la «majorité silencieuse» qui devait se tenir le 28 septembre 1974 à l'appel du général Spínola. En 1976 le CDS réussit à obtenir plus de voix et de sièges (42) que le PCP. Depuis lors, son influence a notablement décliné puisque, aux dernières élections législatives nationales, il n'avait plus un seul représentant au Parlement.

Centres sociaux : centres locaux censés préparer les femmes à leurs «tâches maternelles, domestiques et sociales» et «rééduquer» les mères «déviées» qui ne s'occupaient pas bien de leurs enfants ou de leurs maris. Le régime salazariste avait une politique officiellement nataliste mais n'investit jamais ni dans les crèches, ni même dans un réseau étendu de maternités ou de services hospitaliers pré- ou postnataux ce qui fait que 82% des accouchements avaient encore lieu à domicile dans les années 1950, sans même l'aide de sages-femmes diplômées.

CGT (Confederação Geral do Trabalho): organisation d'orientation syndicaliste révolutionnaire et anarchosyndicaliste créée en 1919, elle regroupe 80 000 travailleurs. En 1922, elle adhère à l'AIT et ses effectifs sont alors plus importants : 180 000 adhérents. Elle sera dissoute en 1933.

Conseil de la Révolution : organisme politico-militaire créé puis institutionnalisé le 17 mars 1975 par le MFA pour remplacer la Junte de salut national et le Conseil d'État, suite au coup d'État raté du 11 mars 1975. Au départ, il incluait 25 membres, tous militaires, dont le président de la République et Premier ministre (s'il s'agissait d'un militaire). Cet organisme parallèle, qui se proclamait «*moteur de la révolution*», exerçait une véritable tutelle sur le pouvoir politique et avait des pouvoirs très étendus (choix du président de la République en son sein ; définition des lignes générales de la politique économique, sociale et financière ; définition des libertés d'expression dans tous les domaines ; proclamation de l'état de siège et de l'état d'urgence, déclarations de guerre et négociations de paix, mise en tutelle possible du Parlement, etc.). Il décida de nationaliser les banques et les assurances (qui seront reprivatisées en 1989) et de lancer une «réforme agraire» (d'ailleurs, liquidée dès 1977). Rapidement il se divisa en factions et groupes qui s'affrontèrent. A partir de 1976, ses pouvoirs déclinèrent progressivement. En effet, une partie des militaires, dont le général Eanes, président de la République de 1976 à 1986, voulaient eux-mêmes dépolitiser l'armée et redonner le pouvoir aux partis socialiste et de droite. A la dissolution du Conseil en 1982, ses pouvoirs furent répartis entre le Conseil d'État, le Conseil constitutionnel et l'Assemblée.

Chipenda fraction du MPLA

Conseil des Vingt : organisme informel qui, entre le 25 avril 1974 et le 11 mars 1975, réunissait tous les militaires ayant des responsabilités gouvernementales ou politico-militaires, il fut remplacé par le Conseil de la Révolution, le 17 mars 1975, aux pouvoirs très définis.

Champalimaud : groupe fondé par António de Sommer Champalimaud (1918-2004). Sous le salazarisme, cet homme d'affaires investit notamment dans l'assurance, l'immobilier, les activités bancaires, la sidérurgie, la pâte à papier et les ciments. «*Le groupe Champalimaud – à la tête duquel*

se trouve M. António Champalimaud (qui a épousé l'une des sœurs Mello, du groupe CUF) – a développé sa puissance en dominant d'abord la production de ciment au Portugal, en Angola, au Mozambique et au Brésil. Il s'est ensuite intéressé à la sidérurgie, notamment en Angola, où il acquiert également des intérêts dans les mines de fer, puis à l'industrie métallurgique. Le groupe Champalimaud est essentiellement tourné vers les colonies et le Brésil⁸.» En 2004 (donc trente ans après les nationalisations de 1975) Champalimaud était l'homme le plus riche du Portugal ! Revenu dans son pays natal en 1992, il prit le contrôle de plusieurs banques, qu'il acheta et revendit plusieurs fois avant de se retirer au Brésil où il possédait de grandes exploitations agricoles spécialisées dans l'agriculture et l'élevage.

COPCON (Commando opérationnel du continent) : créé en juillet 1974, il a pour fonction de maintenir et rétablir l'ordre public. Il est constitué de trois bataillons de rangers revenus de Guinée et d'Angola. Cette formation aura souvent l'occasion d'intervenir contre les grèves et les manifestations.

Costa Gomes, Francisco (1914-2001): actif aussi bien dans les bureaux (à l'OTAN et au ministère de la Défense) que sur le terrain, à Macao, puis durant les guerres coloniales au Mozambique puis en Angola, mais partisan d'une «solution politique» qui consistait à «gagner le cœur» (?) des colonisés, il grimpe dans la hiérarchie militaire jusqu'à devenir chef d'état-major général des forces armées. L'un des sept militaires de la Junte de salut national formée après le 25 avril, il succède à Spínola en septembre 1974 au poste de président de la République jusqu'en juillet 1976. Il a toujours été considéré comme très proche du Parti communiste.

CUF : Propriété de la famille Mello, «la CUF est à la tête du plus puissant groupe industriel portugais: il détient plus du dixième du capital social de toutes les sociétés portugaises. A partir d'une usine de savon créée en 1864, la CUF a progressivement étendu ses activités à l'industrie chimique, à l'industrie textile, à la cellulose, au papier, puis à l'industrie métallurgique, aux chantiers navals, aux transports maritimes, au raffinage du pétrole et à la pétrochimie. Elle contrôle la première banque d'affaires du pays (Banco Totta e Açores), le groupe d'assurances le plus actif, l'industrie alimentaire et la construction immobilière, possède des chaînes de supermarchés, d'hôtels, de restaurants et de casinos⁹.» Évidemment la CUF s'intéresse aux colonies, donc à l'Angola, où elle investit dans «le secteur bancaire, le commerce, les plantations, le cuivre, la chimie, le textile, le matériel électrique et électronique». Lors de sa nationalisation en 1975 le groupe Mello regroupait 180 entreprises, plus de 110 000 salariés et son activité 5% du PIB de l'époque. Et il continue à prospérer, notamment dans la santé (20 hôpitaux et cliniques) ¹⁰.

Cunhal, Alvaro (1918-2005): fils d'avocat, Cunhal rejoint le PCP à 18 ans. Prisonnier entre 1937 et 1940, puis entre 1949 et 1960, il est torturé, placé en isolement pendant 8 ans mais ne donne aucun nom à ses tortionnaires. Il s'évade avec d'autres militants en 1960 et part en exil, en URSS puis en France. Il occupa le poste de secrétaire général du Comité central entre 1961 et 1992, fut quatre fois ministre et député entre 1975 et 1992.

Cupertino : groupe important fondé par Arthur Cupertino de Miranda. Il créa le Banco Português do Atlântico qui devint la première banque du Portugal dans les années 1960 et 1970. Mais ses descendants ont fini par vendre leurs biens et ce groupe a disparu.

⁸ «L'enjeu économique international d'une décolonisation : le cas de l'Angola (II)», *Le Courrier hebdomadaire du CRISP* 1975/6, n° 672).

⁹ *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1975/6, n° 672, *op. cit.*

¹⁰ Cf. sur son site officiel : la liste des entreprises qu'il contrôle : <https://www.josedemello.pt/empresas/>.

Delgado, Humberto (1906-1965) : général de l'armée de l'air et homme politique. Fervent soutien du salazarisme et admirateur de Hitler, il prit un masque démocratique au début des années 1950. Il se présenta aux élections présidentielles de 1958 qu'il perdit, puis s'exila au Brésil et enfin en Algérie, invité par Ben Bella. Il fut assassiné par un agent de la PIDE en tentant de rentrer clandestinement au Portugal

Document des Neuf : Document rédigé par Melo Antunes pour s'opposer à la «gauche» du MFA au sein du Conseil de la Révolution.

Duarte Ferreira (famille) : dépourvu de diplôme et de piston familial, Eduardo Duarte Ferreira (1856-1948) fonde un petit atelier qui construit une charrue en métal ; l'atelier devient une entreprise métallurgique, puis un groupe international (machines agricoles, presses, pièces pour automobiles, locomotives, camions militaires, et... articles domestiques). Patron ultra paternaliste, apprécié du régime de Salazar, il crée le premier système d'aide sociale du Portugal dans sa petite ville natale et pour ses ouvriers. En 1974, l'entreprise compte 2 300 salariés. Le groupe sera liquidé et vendu entre 1994 et 1996 et ses installations seront reprises par d'autres sociétés.

Espirito Santo : nom d'une dynastie de banquiers portugais, puis après 1975 d'un groupe financier international. Si un premier établissement bancaire fut fondé en 1884 par José Maria Espírito Santo Silva, le Banco Espírito Santo proprement dit fut créé en 1920 par ses enfants. En 1974, elle est la deuxième banque la plus importante du pays et dispose d'un très solide réseau international qui lui sera fort utile lors de sa nationalisation, en 1975, et de «l'exil» (doré) de ses dirigeants.

Jusqu'en 1974, *«le groupe Espírito Santo est leader sur le marché national du sucre (avec la Sociedade Agrícola do Cassequel, en Angola, la Sociedade Agrícola do Incomati, au Mozambique et la raffinerie de Sores sur le continent) et du café (avec les plantations de café de la Companhia Angola de Agricultura et l'industrie de torréfaction de Tofa à Lisbonne) ; en Angola, il possède la Sociedade Agrícola do Quanza Sul, avec plusieurs milliers d'hectares de cultures diversifiées, et occupe une position importante dans l'exploration pétrolière (en Angola, elle est l'un des principaux partenaires de Petrangol et de Purfina, et en Angola métropolitain, elle participe à deux raffineries appartenant à l'État - Sacor et Sopa). [...] Dans le domaine industriel, le Groupe Espírito Santo détient des participations dans la Companhia Portuguesa de Celulose, Socel, INAPA, Firestone Portugal, Gás Cidla, Marconi, Central de Cervejas, Tabaqueira Intar et l'entreprise textile angolaise Siga, Cervejas da Angola; il est le principal actionnaire de la Companhia Portuguesa de Electricidade et détient une participation dans l'important groupe portugais Ammonia.»* (M.A. Pedroso de Lima, 2003)

Le groupe reprend ses activités au Portugal en 1986 et est actif en Angola, au Brésil et en Espagne, mais la banque est mise en liquidation en 2016, notamment à cause de sa mauvaise gestion.

FNLA (Frente Nacional de Libertação de Angola): mouvement créé en 1956, soutenu après l'indépendance par le Zaïre de Mobutu. Il n'a que peu participé à la guerre civile (1975-2002) et est devenu un parti politique depuis 1992, avec un seul député aujourd'hui.

Freitas do Amaral, Diego (1941-2019): professeur d'université, député, plusieurs fois ministre, président du CDS-Partido Popular, il fit partie de ceux qui réformèrent la Constitution (jugée trop «à gauche») en 1982 et supprimèrent le Conseil de la Révolution avec l'appui de la droite et du PS.

FRELIMO (Front de libération du Mozambique) : créé en 1962, ce mouvement résulte de la fusion de plusieurs mouvements nationalistes. En 1974, il négocie l'indépendance du pays avec le Portugal. Il devient officiellement «marxiste-léniniste» en 1977 et le restera jusqu'en 1989. Il demeure au pouvoir jusqu'à aujourd'hui.

GNR (Garde nacional republicana) : fondée en 1911, cette force militaire a une capacité d'intervention sur tous les terrains concernant la sécurité publique, de la répression des grèves et des

manifestations, à la surveillance et l'arrestation des opposants politiques. Elle est active dans les campagnes ainsi que les villes petites et moyennes, quadrillant ainsi tout le territoire.

Gonçalves, Vasco (1921-2005) : colonel ayant combattu dans les colonies, il rejoint le MFA en décembre 1973, et proche du PCP. Membre du Conseil de la Révolution en mars 1975. Premier ministre dans les 2^e, 3^e, 4^e et 5^e Gouvernements provisoires, il mit en place un grand plan de nationalisations (banques, assurances, transports, la CUF, la Lisnave, etc.), soutient l'occupation de milliers d'hectares principalement dans l'Alentejo, ainsi que l'unification syndicale sous la houlette du PC, ce qui soulève l'hostilité du PS et de la droite (CDS, PPD).

Grácio, Rui dos Santos (1921-1991) : professeur de lycée, chercheur en sciences de l'éducation, secrétaire d'État à l'orientation éducative dans les Gouvernements provisoires n°1 et 2, il est l'un des fondateurs et dirigeants du Parti socialiste.

«Groupe des Neuf» : créé au sein du Conseil de la Révolution et dirigé par Melo Antunes, ce groupe devint rapidement hégémonique au sein du Conseil. Il contribua à diminuer le pouvoir global du MFA et à augmenter celui du PS et des partis de droite, à partir de 1976.

Guinée-Bissau : région colonisée par le Portugal en 1879, elle obtient son indépendance en 1974 grâce à la lutte militaire du PAIGC, mais doit se séparer du Cap-Vert en 1980.

Gulbenkian, Fondation : Calouste Sarkis Gulbenkian (1869-1955), ingénieur, expert financier et homme d'affaires, fit fortune dans le pétrole et acheta plus de 6000 œuvres d'art. Il soutint financièrement des organisations humanitaires et religieuses de la diaspora arménienne dont il était originaire. Son héritage permit de créer la Fondation (en 1956) et le Musée (en 1975) portant son nom au Portugal. La Fondation est également active en France et au Royaume-Uni.

Ilhas : «*À Porto, ce n'est pas tant la bourgeoisie industrielle qui investit dans le logement de ses travailleurs que la petite et moyenne bourgeoisie disposant de petites économies et profitant de l'arrière-cour de leur maison ou du terrain situé à l'arrière de leur résidence pour construire de minuscules maisons louées par la suite à des prix élevés. Ainsi, au tournant du XIX^e siècle, près de la moitié de la population [de Porto] vit sur des ilhas [...] situées à proximité des principaux noyaux industriels*¹¹». Comme l'explique Wikipedia en portugais : «*Les maisons bourgeoises étaient construites sur les 30 premiers mètres de la rue, et il restait environ 70 mètres à l'arrière des maisons. Le propriétaire ouvrait un passage sous la maison par un couloir jusqu'au fond de la cour, d'une largeur de 1 à 2 mètres, et construisait de part et d'autre de petites habitations précaires. Il s'agit de petites habitations dont la surface ne dépasse pas 16 m² (certaines ne font que 9 m²), construites en rangée (parfois aussi dos à dos), dans les cours des maisons bourgeoises qui donnent sur la rue. Les façades de ces habitations mesuraient généralement environ 4 mètres de long, avec une porte et une fenêtre (qui donnait sur le couloir central). La première pièce, qui occupait presque toute la maison, était le salon. Au fond, il y avait une chambre à coucher de 2,5 m sur 1,5 m et une cuisine de 1,5 m sur 1,5 m. Parfois, une petite pièce était improvisée dans le couloir central. Parfois, une petite pièce était improvisée dans le grenier. Il y avait, en moyenne, un toilette pour 5 maisons.*»

Institut national du travail et du bien être (sic) : créé en 1933, aux débuts de la dictature de Salazar, cet organisme est censé veiller à l'application des lois sur la «protection» (traduire le contrôle policier) des travailleurs et des lois à caractère «social» (corporatistes, donc).

Intersindical : «*L'Intersyndicale naquit en octobre 1970, lorsque les syndicats des métallurgistes, des caissiers de Lisbonne, des filatures de laine et des employés de banque convoquèrent une*

¹¹ Article d'Helena Vilaça tiré de *Associativismo e movimentos sociais – modalidades de participação*, Faculté de lettres de Porto 1994, <https://ler.letras.up.pt/uploads/ficheiros/1318.pdf>.

réunion en présence de treize syndicats et commencèrent à imaginer une structure de coordination des luttes syndicales. L'Intersyndicale initia une lutte pour le salaire minimum allée à la lutte pour les libertés d'association, d'expression et de réunion. L'action de l'Intersyndicale continua jusqu'en avril 1974, date à laquelle elle se transforma en Centrale unique des travailleurs, au sein de laquelle le PCP exerça une influence beaucoup plus grande que celle qu'il avait eue dans le mouvement ayant donné naissance à cette structure.» (Mendes Abadia, 2010).

Junta de Salut National (Junta de Salvação Nacional) : Après le coup d'Etat du 25 avril 1974, la Commission de coordination du programme du MFA remit le pouvoir à la Junta de salut national (JSN) composée de 7 officiers provenant de l'armée de terre (le général Spínola, également président de la Junta ; le général Costa Gomes et le général de brigade Silvério Marques) ; de la marine (les capitaines Rosa Coutinho et Pinheiro de Azevedo) et de l'armée de l'air (le colonel Galvão de Melo et le général Neto). La Junta dirigea la République collectivement, puis désigna Spínola comme chef de l'État en mai. Ce dernier démissionna après le coup raté du 28 septembre 1974 ainsi que ses compères Silvério Marques, Neto et Galvão de Melo, remplacés par cinq autres officiers. La Junta exista jusqu'à la tentative de coup d'État du 11 mars 1975, et fut remplacée par le Conseil de la Révolution qui, lui, ne fut dissous qu'en septembre 1982.

Legião Portuguesa : organisation paramilitaire créée en 1936. Cette milice chargée de la défense civile pendant la seconde guerre mondiale collaborait avec la PIDE en mobilisant des informateurs et servait aussi à réprimer les manifestations et les grèves.

LUAR (Ligue d'unité et d'action révolutionnaire) (1967-1976): petit groupe d'extrême gauche, «guévariste», prônant la lutte armée et procédant à des expropriations de banques. «*La LUAR, autre groupe militariste, a connu des transformations profondes (apport d'ex-maoïstes notamment). La LUAR a une structure organisationnelle beaucoup moins rigide que celle du PRP et c'est ce qui explique le rôle de nombre de ses groupes locaux dans les occupations de terres, de palais et de maisons vides*» dans les années 1974-1975 (Bernardo, 1975). Deux des fondateurs terminèrent l'un au PPD-PSD, l'autre au PS.

Maia, Salgueiro (1944-1992): fils de cheminot, cet officier participa à la guerre coloniale et adhéra au mouvement des capitaines en 1973 qui devint le MFA. Il commanda la colonne blindée qui força la reddition de Caetano et réussit à éviter un bain de sang le 25 avril par son sang-froid et ses capacités à négocier. Son refus d'accepter un certain nombre de postes prestigieux (membre du Conseil de la Révolution*, attaché militaire, gouverneur civil) contribua également à lui procurer la stature d'un «héros» sympathique, personnage de romans, de films et de séries.

Maison du peuple (Casa do povo) : structure associative locale de l'*Estado Novo*, État corporatiste mis en place en 1933 par Salazar. Cette structure, très présente dans les campagnes, prétendait à la fois animer la vie économique, sociale et culturelle et «défendre les intérêts» des travailleurs agricoles (ceux que le régime fasciste jugeait légitimes), tout en fournissant des services d'assistance sociale... très réduits.

Maison des pêcheurs : élément de base du contrôle territorial, tout comme les maisons du peuple dans les campagnes, il est censé organiser ensemble les pêcheurs, les entreprises de pêche, les armateurs et les propriétaires de bateaux pour «aider» (surveiller attentivement) les marins, distribuer quelques aides sociales, et organiser les ventes de poissons. Ces maisons ont disparu en 1976 pour être remplacées par des caisses de prévoyance et d'allocations familiales pour les pêcheurs professionnels.

Marcelismo : politique mise en œuvre par Marcelo Caetano, ministre des Colonies, qui devint président du Conseil en 1968 suite à la maladie, puis la mort du dictateur Salazar, au pouvoir depuis 1926

Marques, Jaime Silvério (1915-1986) : gouverneur de Macao, membre de la haute bureaucratie militaire, il est nommé commandant en Angola, puis collabore avec Spínola en Guinée. Arrêté le 25 avril par des militaires rebelles, il est libéré aussitôt pour devenir . . . l'un des 7 membres de la Junte de salut national ! Il en sera écarté après la tentative ratée de manifestation de la «majorité silencieuse», à la fin septembre 1974.

Mau-Mau, révolte des : mouvement paysan insurrectionnel survenu durant les années 1952-1956 au Kenya. Expropriés de leurs terres, les Kikuyu se révoltent contre la colonisation. Comme l'armée britannique est beaucoup mieux équipée et expérimentée, elle se livre à une répression sanglante et à des dizaines de milliers d'arrestations.

Melo, Galvão de (1921-2008): militaire membre de la Junte de salut national en 1974, il en est exclu par la «gauche» militaire après le 28 septembre 1974 Député apparenté au CDS puis candidat aux présidentielles de 1980.

Melo Antunes, Ernesto Augusto de (1933-1999): envoyé trois fois combattre en Angola entre 1963 et 1973, il est le co-auteur de plusieurs documents programmatiques du MFA. Ministre dans les 2^e et 4^e Gouvernements provisoires, il fit partie du Conseil des Vingt, et du Conseil de la Révolution. «[...] *il présenta un plan à la veille du coup d'État du 11 mars 1975, qui devint le Deuxième Programme du MFA ; «ce plan prenait en compte l'importance du capitalisme privé et d'un Etat qui jouerait le rôle d'un mécanisme de contrôle et de redistribution du capital entre différents secteurs dont le MFA déciderait quels étaient les plus essentiels» (Mailer, 1978). Le plan de Melo Antunes cherchait à établir un compromis avec les monopoles : seulement 51% des grands monopoles seraient nationalisés ; ils continueraient à préserver leur domination mais devraient accepter d'améliorer un peu la condition des travailleurs. En raison de l'opposition populaire, le coup d'État de Spínola fut étouffé le 11 mars 1975 et, dès lors, le MFA assumait ouvertement le contrôle du gouvernement.» (Mendes, Abadia, 2012). Par la suite, Melo Antunes, fut l'un des principaux rédacteurs du «Document des Neuf» en août 1975 et rejoignit officiellement le PS en 1991.*

Mello : Propriété de la famille Mello, «*la CUF est à la tête du plus puissant groupe industriel portugais: il détient plus du dixième du capital social de toutes les sociétés portugaises. A partir d'une usine de savon créée en 1864, la CUF a progressivement étendu ses activités à l'industrie chimique, à l'industrie textile, à la cellulose, au papier, puis à l'industrie métallurgique, aux chantiers navals, aux transports maritimes, au raffinage du pétrole et à la pétrochimie. Elle contrôle la première banque d'affaires du pays (Banco Totta e Açores), le groupe d'assurances le plus actif, l'industrie alimentaire et la construction immobilière, possède des chaînes de supermarchés, d'hôtels, de restaurants et de casinos*¹²». Évidemment la CUF s'intéresse aux colonies, donc à l'Angola, où elle investit dans «le secteur bancaire, le commerce, les plantations, le cuivre, la chimie, le textile, le matériel électrique et électronique». Lors de sa nationalisation en 1975 le groupe Mello regroupait 180 entreprises, plus de 110 000 salariés et son activité 5% du PIB de l'époque. Et il continue à prospérer¹³.

MES (Movimento da Esquerda Socialista): ce petit parti créé en février 1975 regroupant des ex-membres de la CDE, des étudiants et des syndicalistes catholiques de gauche se réclame au départ du marxisme et de la dictature du prolétariat. Certains de ses militants occupaient des postes influents au sein du MFA. Par la suite de nombreux cadres du MES ont rejoint le Parti socialiste.

¹² *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1975/6, n° 672, *op. cit.*

¹³ Cf. sur son site officiel : la liste des entreprises qu'il contrôle : <https://www.josedemello.pt/empresas/>.

MFA (Movimento das Forças Armadas) : formé au départ par de jeunes capitaines engagés dans les guerres coloniales, ce groupe de militaires s'opposa de plus en plus au régime de Salazar/Caetano et finit par le renverser le 25 avril 1974. Traversé par plusieurs tendances politiques dès le départ (de la droite à l'extrême gauche), il exerça le pouvoir jusqu'en novembre 1975. Sur les cinq premiers Gouvernements provisoires, quatre furent dirigés par le général Vasco Gonçalves, proche du PCP. Les deux présidents de la République (les généraux Spínola et Costa Gomes) durant ces deux ans furent nommés par les sept membres de la Junte de salut national*, issue du MFA, puis par le Conseil de la Révolution*. Rappelons que jusqu'en 1986 – année de l'intégration du Portugal dans la Communauté économique européenne –, le président de la République fut un militaire (le général Ramalho Eanes)

MPLA : né en 1956 de la fusion entre le Parti communiste angolais et le Parti de la lutte unifiée pour les Africains en Angola, par des militants angolais, mozambicains, bissau-guinéens et cap-verdiens, le MPLA conquiert le pouvoir en 1975, tout en combattant deux autres mouvements, l'UNITA et le FNLA, soutenus par les Etats-Unis, l'Afrique du Sud et le Zaïre (mais aussi la France). La guerre civile entre ces organisations durera jusqu'en 2002.

MRPP/PCOP (Mouvement de réorganisation du parti du prolétariat/Parti communiste ouvrier portugais) : ce groupe maoïste créé en 1970, «résulte de la fusion d'un groupe étudiantin (EDE) et d'un secteur des jeunesses ouvrières du PCP. C'est le seul groupe maoïste de cette période qui a une petite implantation ouvrière mais il la perdra assez vite» (Bernardo, 1975). Rebaptisé PCTP en décembre 1976, il s'est fait connaître par ses peintures murales dans les années 1974/1975 et ses violents discours contre le PCP. «Le MRPP refuse toute alliance et combat toute autre organisation. Tout ce qui naît en dehors de son influence est considéré comme réactionnaire ou inexistant. Il se désintéresse des commissions de travailleurs. Le MRPP est une organisation activiste qui déploie une intense activité publicitaire et c'est ce qui explique la renommée mondiale d'une organisation dont l'importance effective est minime.» (idem)

Neto, Manuel Diogo (1924-1995) : fidèle serviteur du régime salazariste dans les colonies (Angola, Guinée Bissau et Mozambique), il est grimpe tous les échelons jusqu'à celui de général en 1973 ; politiquement proche de Spínola, il occupera le poste chef d'état-major de l'armée de l'air, entre le 29 avril 1974 et le 29 septembre 1974, et demandera sa retraite deux jours après que Spínola eut échoué, une première fois, à renverser le régime issu du 25 avril.

Neto, Agostinho (1922-1979): médecin et militant emprisonné à plusieurs reprises avant l'indépendance, il dirige le MPLA, soutenu par l'URSS et Cuba, et devient le premier président de la République populaire d'Angola en 1975.

PAIGC (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert): parti politique créé en 1956 et soutenu par l'URSS. En Guinée continentale, ses 10 000 soldats combattent les 35000 soldats portugais. Une fois l'indépendance acquise, il se transforme en PAICV (Parti pour l'indépendance du Cap-Vert) en 1980, suite à la séparation avec la Guinée-Bissau. Il dirige seul le pays jusqu'en 1990, date à partir de laquelle il alterne au pouvoir avec le Mouvement pour la démocratie.

Palma Carlos, Adelino (1905-1992): professeur d'université, avocat de nombreux opposants (modérés) au salazarisme, lié à d'importants groupes capitalistes, il est choisi par Spínola comme Premier ministre du 1^{er} Gouvernement provisoire (du 16 mai au 18 juillet 1974). Il fonde le PPD en 1975

Partido Liberal : parti d'extrême droite, fondé le 28 mai 1974 par des salazaristes et des dissidents monarchistes il est opposé à la décolonisation. Organisateur de la manifestation de la «majorité silencieuse» prévue le 28 septembre 1974, il est interdit suite à l'échec de ce coup politique

Partido do Progresso/Movimento federalista português : parti d'extrême droite, composé de «nationalistes-révolutionnaires» et de monarchistes, créé le 6 mai 1974 et opposé à l'indépendance des colonies. «*Le MFP entretient des relations étroites avec les associations de colons blancs [...] La défense de l'empire colonial portugais était la principale priorité politique du MFP-PP, qui prônait "l'autodétermination du Portugal à travers une fédération intégrée" et la sauvegarde de son autonomie face à la convoitise géopolitique des grandes puissances de l'époque – les États-Unis et l'Union soviétique. Utilisant le langage des mouvements de libération, le MFP le subvertit [...] ; sous un nouveau discours, d'apparence démocratique et d'essence néo-fasciste, il ne fait que continuer à proposer l'idéal impérialiste de la nation une et indivisible qui caractérisait la propagande de l'Estado Novo. [...] Le MFP-PP a été déclaré illégal à la suite de l'échec de la tentative de coup d'État, le 28 septembre 1974 [...]. Certains cadres de ce mouvement-parti ont ensuite rejoint les réseaux de bombes de l'ELP et du MDLP [...]. Après le 25 novembre 1975, les militaires du MFA ont conclu un pacte avec ces éléments, leur accordant une amnistie de facto afin qu'ils déposent les armes et retournent au Portugal [...]. Peu d'auteurs d'attentats ont été traduits en justice et la plupart n'ont pas été condamnés, certains d'entre eux retournant finalement à la vie universitaire et/ou professionnelle et rejoignant les rangs du CDS-PP et du PSD ¹⁴.*»

PCP : le Parti communiste portugais «*fut fondé en 1921 ; il défendit une stratégie favorable à la constitution d'un Front populaire et d'un grand bloc démocratique d'opposition au fascisme ; ce parti exerça une influence considérable sous le salazarisme, et bénéficia d'un soutien important parmi les intellectuels, les étudiants, les ouvriers et les paysans. [...] Pendant la période fasciste, le Parti communiste fut l'organisation politique clandestine la plus influente et la mieux organisée. Les déplorables conditions de vie des travailleurs et le rôle du Parti communiste dans l'Alentejo stimulèrent une forte conscience politique qui se manifesta clairement après le changement du régime politique, en 1974. [...] le PCP dénonça constamment l'extrême gauche, même si, à plusieurs reprises, ce parti fut amené à rechercher des alliances. Mais la radicalisation ouvrière dont le PCP avait tellement peur eut également des échos en son sein*» (de nombreux militants d'extrême gauche militèrent d'abord au Parti avant d'en être exclus et de rejoindre des organisations maoïstes ou autres). «*Cela explique pourquoi ce parti créa une organisation armée, apparemment indépendante mais qui suivait la même ligne que celle du Comité central, étant donné qu'elle était son bras armé. [...] Ainsi la direction du PCP envoya un groupe de militants suivre une formation militaire à Cuba ; parallèle à sa structure, cette organisation créée en 1968 s'appela d'abord les Forces armées de libération (FAL) ; elle entretint des relations avec la LUAR, avant d'être rapidement démantelée. Durant les années suivantes, le PCP mena des actions armées et consolida l'Action révolutionnaire armée (ARA, créée en 1970). Deux membres du PCP appartenaient à son Commandement central.*» (Mendes Abadia, 2010). S'il comptait environ 3 000 membres en 1974, le PCP en revendique 50 000 aujourd'hui et a 6 députés sur 230 au Parlement.

PDC (Partido da democracia cristã): créé le 10 mai 1974, il a une petite implantation dans le Nord. Suspendu pour avoir soutenu la tentative de coup d'État du 11 mars 1975, ce parti a continué à sévir jusqu'en 2004. Son idéologie officiellement démocrate-chrétienne cachait mal ses affinités avec le salazarisme : nécessité d'une société hiérarchisée, coopération entre les classes, primauté de la «morale» et de la foi, financement par l'État de l'école privée, opposition à la décolonisation au nom d'un impossible «fédéralisme», etc.

¹⁴ <https://setentaquatro.pt/wiki/movimento-federalista-portugues-partido-do-progresso> .

PIDE (Police internationale de défense de l'État): si, sous la dictature de Salazar, les services de police politique changèrent plusieurs fois de nom, la PIDE est la plus tristement célèbre d'entre elles. Elle fut fondée en 1945, pour être remplacée en 1969 par la DGS, Direction générale de la sécurité, dont les membres tirèrent sur les manifestants le 25 avril 1974. Ses domaines de compétence étaient très larges puisqu'elle s'occupait des passeports, de l'administration des étrangers et des frontières, et intervenait également dans les querelles familiales, les conflits du travail et la surveillance des salariés à l'appel des patrons. Pratiquant fréquemment la torture, habilitée à garder les personnes en prison même si elles étaient acquittées, elle avait ses propres locaux (à Aljube, Caxias et Angra do Heroísmo) qui étaient des lieux de détention préventive... renouvelable. Elle n'hésitait pas à liquider les opposants politiques et à payer des informateurs au Portugal mais aussi dans d'autres pays, à commencer par la France. Elle intervint aussi dans les colonies contre les mouvements de libération. *«La répression de la PIDE/DGS était sélective : entre 1945 et 1974, sur environ 15 000 détenus, il y eut une moyenne d'environ 400 détentions politiques par an. Il y a cependant eu des périodes marquées par des "pics" de détentions plus accentuées, à savoir entre 1946 et 1954, en 1958 et 1959 et entre 1961 et 1964¹⁵.»*

Pinay, Antoine (1891-1994): maire, député, sénateur avant la seconde guerre mondiale, pétainiste sous Vichy, «résistant» de la dernière heure, il est l'un des fondateurs du Centre national des indépendants et paysans, formation de droite qui recycla un certain nombre de partisans de Vichy. Violentement anticommuniste, il est hostile à l'indépendance des colonies françaises. Il s'illustre dans la répression des grèves de la SNCF et de la RATP quand il est ministre des Transports en 1950 sous la IV^e République. Il sera ministre des Finances sous les deux Républiques.

Pintado, Xavier (1925- 2016): technocrate au service du grand patronat et du secteur bancaire, secrétaire d'État au commerce sous le régime de Caetano, prof d'université, économiste et fondateur du CDS en juillet 1974.

Portas, Nuno : architecte, enseignant, il participe aux trois premiers Gouvernements provisoires. Ce membre de la haute technocratie «de gauche» s'intéresse à la politique du logement, à la réhabilitation et à la planification urbaine et la mise à jour de la législation sur l'urbanisme

PPD/PSD (Partido popular democrático): fondé en mai 1974, le PPD deviendra en 1976 le Partido social democrata (PSD) même si son adhésion à l'Internationale socialiste fut refusée. Il est dirigé, au départ, par les technocrates et les juristes dits «libéraux» qui voulaient réformer un peu le régime de Salazar puis de Caetano. Après le 25 avril, ce parti combat le PCP, les grèves et les occupations de terres, même si, lors de son congrès de fondation, le PPD alla jusqu'à se prononcer en faveur du passage de la cogestion à l'autogestion ! Il a participé à de nombreux gouvernements depuis 1976, a réussi deux fois à obtenir la majorité absolue au Parlement et a obtenu 77 députés (sur 230), aux dernières élections législatives de 2019.

PRP-BR : groupe guévarisant et tiersmondiste, né dans la clandestinité en 1973 et qui, en raison de ses attaques de banques et de convois de transport de fonds après le 25 avril, mais aussi de ses liens étroits avec la prétendue «gauche militaire», fut obligé d'arrêter ses activités en septembre 1978, lors de l'arrestation de ses dirigeants, et de se dissoudre en juin 1980. *«Sous Caetano, les BR se [livraient] exclusivement à des sabotages de l'appareil militaire colonialiste, sans être jamais pris par la PIDE. Les BR se [convertirent] en PRP fin 1973. Après le 25 avril les BR ont cherché à concilier les structures hiérarchisées et autoritaires d'un parti avec la défense de la lutte autonome des*

¹⁵ Irene Flunser Pimentel, «O que foi a PIDE ? Funcões, poderes e métodos», <https://setentaquatro.pt/ensaio/o-que-foi-pide-funcoes-poderes-e-metodos> .

travailleurs, des comités d'usine. Mais [...] il est impossible de concilier ses structures organisationnelles avec le type de pratique des commissions de travailleurs» (Bernardo, mai 1975)

PSP (Police de sécurité publique) : créée en 1867, elle dépend du ministère de l'Intérieur. Elle est censée «assurer l'ordre» dans les zones urbaines tandis que la GNR s'occupe des zones rurales.

Quina, Miguel : membre du conseil d'administration de la banque Borges e Irmão, l'un des principaux groupes économiques portugais avant 1974. Ce groupe contrôlait le Banco Borges & Irmão (fondé à Porto en 1874), la MABOR (société créée en 1938 et dotée en 1946 d'une usine fabriquant des pneus à Famalicão), la compagnie d'assurance Atlas, Icesa (construction et installations touristiques), la Companhia Portuguesa de Cobre (cuivre), Lanifícios da Covilhã (laine) et le Banco Comercial e Industrial de Angola, et il avait aussi investi dans deux quotidiens.

SAAL : «[...] *le Fonds de développement du logement (FFH), organisme public de financement, lança, le 6 août 1974, le SAAL (Service ambulatoire de soutien local). Cette institution était composée d'un personnel technique spécialisé censé soutenir, à travers les mairies, les initiatives des populations mal logées, afin de collaborer à la transformation de leurs propres quartiers en utilisant les ressources existantes et éventuellement des investissements»* (Lúcia Bruno, 1983). *Le projet du SAAL visait à institutionnaliser le mouvement social dans les quartiers et à empêcher les «occupations sauvages» qui contribuaient à une instabilité sociale nuisible pour le Gouvernement provisoire. Cet organisme était chargé de surveiller le choix des terrains destinés à l'implantation de quartiers d'habitation ; la mise en place des infrastructures – un système d'épuration minimal des eaux usées ; l'attribution des financements, le contrôle des normes et des types de crédits accordés aux habitants ; enfin, il prenait des mesures de planification urbaine qui, en général, avaient été prévues avant le 25 avril 1974. Ce projet, lancé par l'architecte Nuno Portas, proche de la gauche socialiste, correspondait à la nécessité de chercher une solution rapide pour régler le problème du logement. Le pouvoir n'avait pas les moyens financiers et politiques de s'engager dans un programme classique de construction de logements. C'est pourquoi le SAAL défendit l'idée de l'auto-construction»* (L. Leitão, A. Dias, J. Manuel et L. Dianoux, 1980).» (Mendes Abadia, 2012)

São Tomé : cette île proche du Gabon fut une colonie portugaise à partir de 1470, tout comme l'île de Principe, proche de la Guinée équatoriale, et servit au commerce triangulaire de la traite négrière. Même si l'esclavage y fut aboli en 1876, le travail forcé continua à être pratiqué, ce qui provoqua la révolte de Batepá en 1953. L'archipel de São Tomé e Principe devint indépendant en 1975.

Sarmento Rodrigues, Manuel Maria (1899-1979) : franc maçon, vice-amiral, administrateur colonial (gouverneur en Guinée puis au Mozambique), ministre des Colonies et auteur de nombreux ouvrages historiques, ce représentant parfait du paternalisme colonialiste était surnommé (sans rire) «*l'amiral humaniste*» par ses admirateurs.

SEDES (Associação para o Desenvolvimento Económico e Social): cette «*association pour le développement économique et social*» créée en 1970 regroupe des technocrates de gauche, du centre et de droite, qui se disent «*humanistes*» et que l'on a fréquemment retrouvé dans les gouvernements et les cabinets ministériels après le 25 avril.

Siderurgia Nacional : la société est créée en décembre 1954 dans le cadre du premier «plan de développement» de *l'Estado Novo*. L'entreprise elle-même est inaugurée en 1961 en présence du président de la République. Comme le déclare le ministre de l'Économie «*Un pays sans aciérie n'est pas un pays, mais un jardin potager.*» Pour que Antonio Champalimaud puisse pleinement bénéficier de son cadeau de Noël Salazar lui accorde la concession et la licence pour l'exploitation exclusive de l'industrie sidérurgique au Portugal pendant dix ans. Elle sera nationalisée en 1975 puis de nouveau privatisée en 1994. Elle s'appelle aujourd'hui SN Seixal, et est contrôlée par l'entreprise espagnole Megasa.

Soares, Mário (1924-2017) : enseignant, avocat, député, puis ministre dans plusieurs gouvernements après 1974. Premier ministre à deux reprises et président de la République de 1986 à 1996. Militant de base au PC, puis cadre de différentes organisations servant de paravents aux staliniens, il est exclu en 1951 et fonde Resistência Republicana e Socialista en 1953. Emprisonné pendant trois ans, il est candidat en 1969 dans une coalition électorale avec des catholiques antifascistes, des socialistes anticommunistes et des monarchistes constitutionnels mais finit par s'exiler en France l'année suivante. Après le 25 avril, il défendra une ligne très hostile à toute remise en cause du capitalisme et s'alliera à plusieurs reprises avec les partis de droite pour contrer l'influence du PCP. Il fut l'un des plus ardents défenseurs de l'adhésion du Portugal à la CEE.

Spinola, António Sebastião Ribeiro de (1910-1996): activement engagé dans la guerre en Angola et en Guinée Bissau, il veut «réformer» la domination coloniale, ce qui explique pourquoi il soutient le «mouvement des capitaines», mais son objectif est d'organiser des référendums dans les colonies et d'imposer une période de transition. Nommé président de la Junte de salut national le 25 avril 1974, puis président de la République le 15 mai 1974, il tente à deux reprises de briser l'alliance entre le MFA et les partis de gauche (et certains partis de droite), le 28 septembre 1974 et le 11 mars 1975. Il s'enfuit après l'échec du coup d'Etat de 1975 en Espagne puis au Brésil et complot pour renverser le pouvoir. Il revient néanmoins au Portugal en 1976, est promu maréchal en 1981 et décoré par le socialiste Mario Soares en 1987 !

Tomás, Américo (1894-1987): engagé dans la marine, il est élu président de la République en 1958 avec le soutien de Salazar, poste qu'il occupe jusqu'au 25 avril 1974. Il part en exil quelques années mais revient au Portugal en 1980 pour y mourir quasiment dans la misère si l'on en croit la notice fort complaisante de Wikipedia en portugais !

Torralta : «Club international de vacances» créé par Agostinho da Silva qui investit massivement au sud du Portugal, en Algarve, dans le tourisme et fut un pionnier du «capitalisme populaire», en clair du mirage du petit actionariat. La société existe toujours aujourd'hui, même si elle a connu beaucoup de péripéties.

Torres Campos, José de Melo (1932-2019) : ingénieur, directeur de l'Institut national de recherche industriel et directeur général de l'Industrie sous le régime Caetano, il devient secrétaire d'État à l'Énergie dans les trois premiers Gouvernements provisoires. Il sera ensuite député socialiste (1976-1980), puis occupera alternativement des postes de direction dans les secteurs public et privé.

UNITA (União Nacional para a Independência Total de Angola): ce mouvement de libération soutenu par la Chine puis l'Afrique du Sud, les États-Unis, le Zaïre et la France tirait ses ressources du contrôle d'une partie des mines de diamant et du trafic d'ivoire, ce qui lui permit de lutter militairement contre le MPLA au pouvoir. Il s'est transformé en parti politique en 1992, et a remporté 90 sièges sur 220 aux élections de 2022.

Vilar, Emilio Rui da Veiga Peixoto (1939-): directeur de banque, il est secrétaire d'État au commerce extérieur et au tourisme dans le premier Gouvernement provisoire, avant de devenir successivement ministre de l'Économie dans les 2^e et 3^e Gouvernements provisoires, député du PS, ministre des Transports et des Communications du premier gouvernement constitutionnel (1976-1978). Il occupera ensuite différentes fonctions importantes dans le secteur bancaire et aussi, en parallèle, dans le domaine de la gestion culturelle, dans le public et le privé (théâtres et fondations).

OUVRAGES ET ARTICLES CITES:

Maria Antónia Pedrosa de Lima (2003), *Grandes famílias, grandes empresas. Ensaio antropológico sobre uma elite de Lisboa*, Etnografica Press, 2003 (disponible sur books.open.edition.org)

Danubia Mendes Abadia (2010), *Combate et les luttes sociales pour l'autonomie au Portugal durant la «Révolution des œillets» (1974-1978)*, travail universitaire présenté en 2010 et traduit dans *Portugal, la révolution oubliée*, tome I, Éditions Ni patrie ni frontières, 2018

Portugal, l'autre combat : classes et conflits dans la société, de F. Avila, C. Ferreira, B. Lory, C. Orsoni et Charles Reeve (Éditions Spartacus en juin 1975, disponible en ligne).

Raquel Varela, *História do Povo na Revolução Portuguesa, 1974-1975*, Bertrand Editora, 2014 (*Peuple en révolution. Portugal 1974-1975*, Agone, 2018, traduit par Hélène Melo)

Phil Mailer, *Portugal 1974-1975, révolution manquée ?*, Les nuits rouges, 2019

João Bernardo, «De l'illégalité à la légalité», *Combat communiste*, mai 1975